

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

Page 1 of/de 3

NCC FILE NO. **NG233**
NO DE DOSSIER DE LA CCN:

<p>ADDRESS ENQUIRIES TO: ADRESSER LES DEMANDES DE RESNSEIGNEMENTS À:</p> <p>Nicole Galipeau TEL - TÉL: 613-239-5678 poste 5191 Email / Courriel: nicole.galipeau@ncc-ccn.ca</p>	<p>INVITATION DATE/DATE DE L'APPEL D'OFFRES:</p> <p>Le 16 août 2013</p>
<p>RETOURNER L'ORIGINALE Veuillez soumissionner en vous servant du présent formulaire et le retourner au:</p>	<p>BID CLOSING/CLÔTURE DE L'OFFRE: le 30 août 2013 à 15 h, heure d'Ottawa</p> <p>Commission de la capitale nationale Nicole Galipeau, Agent principal aux contrats Services de l'approvisionnement 40, rue Elgin / 3ième étage, Ottawa, Ontario K1P 1C7 Référence: Dossier d'appel d'offres no. NG233</p>

**Programme des Lumière de Noël
Préparation des codons, installation, enlèvement et entretien**

1. Veuillez soumettre une proposition en deux (2) copies et une enveloppe de prix pour le projet cité ci-dessus pour la Commission de la capitale nationale (désignée sous le nom de la "Commission" ou la "CCN") tel que décrit dans les termes de référence ci-joint. Vous pouvez soumettre votre proposition en français ou en anglais.
2. Toute demande de renseignements sur cette demande de proposition doit être présentée par écrit à l'agent principal des contrats, Nicole Galipeau soit par téléphone au 613-239-5678 poste 5191, par télécopieur au 613-239-5007 ou par courriel électronique à nicole.galipeau@ncc-ccn.ca, et ce le plus tôt possible pendant la durée de l'invitation. Toutes les demandes de renseignements devraient être reçues au moins cinq (5) jours ouvrables avant la date de clôture de l'invitation afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après cette date, il est possible qu'on ne puisse y répondre. Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux Entrepreneurs, l'agent principal des contrats examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification. Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de la demande de proposition doivent être adressées **UNIQUEMENT** à l'agent principal des contrats dont le nom figure ci-dessus. À défaut de respecter cette condition, l'Entrepreneur peut (pour cette seule raison) voir sa soumission rejetée
3. La proposition devrait inclure toute information pertinente décrite dans les Termes de référence –voir section 10 et Annexe 2.
4. Une (1) copie de la proposition financière – Annexe 3 doit être soumise séparément dans une enveloppe scellée et non avec les autres documents faisant partie de la proposition.
5. L'adjudication du marché pour ce service se basera sur l'évaluation de proposition selon les critères établis à la section 11.

6. Un compte rendu des propositions techniques des soumissionnaires sera fourni, si la demande en est faite au gestionnaire de projet de la CCN dont le nom figure dans la lettre d'avis de notification d'attribution du contrat, dans les 15 jours suivant la réception de cet avis. Ce compte-rendu précisera les raisons pour lesquelles la soumission n'a pas répondu aux critères exigés.
7. La Commission de la capitale nationale est une société d'État fédérale assujettie à la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), à la Taxe de vente harmonisée de l'Ontario (TVHO) ainsi qu'à la taxe de vente du Québec (TVQ). L'entrepreneur choisi devra inscrire de façon claire sur chaque demande de paiement le montant exact de la TPS, TVHO et de la taxe provinciale dépendant où les services ou les biens sont livrés et que la Commission aura à acquitter. Ce montant sera payé à l'entrepreneur et ce dernier sera tenu de verser à Revenue Canada et au gouvernement provincial la somme prévue en vertu de la loi.
8. Les instructions à l'intention des soumissionnaires (2 pages), les conditions générales (9 pages), les exigences en matière de santé et sécurité du travail, les exigences en matière de sécurité (2 pages) ainsi que le formulaire de Paiement direct et renseignements aux fins d'impôt (2 pages) feront partie du document contractuel qui résultera de cette demande de propositions.
9. Pour être juste envers toutes les firmes et éviter tout malentendu, veuillez noter que nous n'accepterons aucune proposition après l'heure et la date susmentionnée.
10. **Veuillez signer, dater et inclure la page 3 de 3 de la demande de propositions avec votre proposition**, confirmant ainsi avoir lu, compris et accepté les termes de cette demande de propositions, les Conditions Générales et tout addenda et attachements mentionnés.
11. Les propositions par télécopieur ou courrier électronique ne seront pas acceptées.
12. La Commission se réserve le droit de ne pas accepter la proposition la plus avantageuse au plan financier ni quelque proposition que ce soit, d'annuler la demande de propositions, et(ou) de faire paraître de nouveau la demande de propositions, dans sa forme originale ou en version modifiée. La Commission se réserve également le droit d'entamer des négociations avec le soumissionnaire retenu et(ou) tout autre auteur de propositions.
13. Loi sur l'accès à l'information : Les soumissions seront rigoureusement tenues secrètes. Il n'y aura pas d'ouverture publique des soumissions de cette demande de propositions. Néanmoins, les soumissionnaires sont priés de noter que la Commission en sa qualité de société d'État, est assujettie à la Loi sur l'accès à l'information. Les renseignements fournis par des tiers ne seront exemptés de la divulgation que si la totalité ou une partie des dossiers peuvent faire l'objet des exceptions prévues par la Loi sur l'accès à l'information.
14. Cette demande de propositions, ainsi que tout contrat qui en découlera, doivent être considérés, interprétés et régis par les lois de la province de l'Ontario et les lois fédérales qui y sont indiquées comme étant applicables. Les rapports entre les parties doivent également se dérouler conformément à ces lois.
15. La Commission ne se verra pas dans l'obligation de rembourser ou de dédommager les auteurs de propositions, leurs sous-traitants ou fabricants pour les frais engagés pour produire une réponse à cette demande de propositions. La totalité des exemplaires des propositions soumises en réponse à cette

REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION

Page 3 of/de 3

NCC FILE NO.
NO DE DOSSIER DE LA CCN:

NG233

demande de propositions deviennent la propriété de la Commission et ne sont donc pas retournés à leur auteur.

16. L'entrepreneur choisi devra tenir la Commission indemne et à couvert de toute réclamation présentée à la Commission et de tout dommage, de tous les coûts et de toutes les dépenses qu'elle aura encourus par suite d'une quelconque action ou poursuite en contrefaçon engagée, intentée, entamée ou subie par une personne se trouvant sous la direction et le contrôle de l'entrepreneur pendant la durée du contrat résultant de cette demande de propositions, ou qu'une telle personne menace d'intenter ou d'entamer, ladite personne revendiquant un droit moral en vertu de la Loi sur le droit d'auteur. L'obligation d'indemniser la Commission en vertu de la présente disposition demeure en vigueur après l'expiration du contrat résultant de cette demande de propositions, et ce pendant toute la durée du droit d'auteur accordé aux documents produits dans le cadre dudit contrat. Cette obligation d'indemniser la Commission relativement à la violation présumée de droits moraux vient s'ajouter aux autres obligations de l'entrepreneur de tenir indemne et à couvert, qui sont énoncées dans les Conditions Générales pour services de professionnels et de consultants.

17. RÉCEPTION D'ADDENDA

Nous accusons réception des addendas suivants et en avons tenu compte dans le calcul de notre prix du

contrat _____. (Le soumissionnaire est tenu d'insérer le numéro de l'addenda ainsi que la date d'émission, s'il y a lieu).

Nous OFFRONS de vendre et (ou) de fournir à la Commission de la capitale nationale, aux conditions énoncées dans la présente et au(x) prix soumis les articles et (ou) les services énumérés ci-dessus et sur toute feuille ci-jointe.

Contractor's Name and Address – Nom et adresse de l'entrepreneur

Print Name - Nom en caractère d'imprimerie

Signature

Date

Witness Signature – Signature du témoin

Telephone no. /No. de téléphone : _____

Fax no. / No. de télécopieur : _____

Email / Courriel : _____

Mandat

PROGRAMME DES LUMIÈRES DE NOËL PRÉPARATION DES CORDONS, INSTALLATION, ENLÈVEMENT ET ENTRETIEN

1. DÉFINITIONS

Entrepreneur :	Compagnie dont les services sont retenus par la CCN et qui est responsable de l'installation des lumières de Noël décrites dans le présent mandat.
CCN :	Commission de la capitale nationale, définie comme une société d'État du gouvernement fédéral du Canada et créée par la <i>Loi sur la capitale nationale</i> ;
Entrepreneur-électricien :	Entreprise dont les services sont retenus par la CCN et qui sera responsable de l'installation de l'alimentation électrique fournie pour ce projet.
Panneau auxiliaire :	Panneau électrique monophasé de 30A, avec quatre (4) réceptacles de 15A.
Bal de Neige :	Festival d'hiver annuel tenu à Ottawa, en Ontario, et à Gatineau, au Québec, qui a lieu les trois premières fins de semaine de février. Les sites incluent, entre autres : le parc de la Confédération et le parc Jacques Cartier.
PJC :	Parc Jacques Cartier. Ce parc est situé près du pont Alexandra à Gatineau, au Québec.
Livret Concept d'illumination:	Un livret fourni présentant la conception des lumières pour l'année en cours et qui contient des renseignements relatifs à l'emplacement, à la couleur et à l'installation.
Cérémonie d'illumination :	Une cérémonie d'inauguration annuelle des Lumières de Noël tenue sur la Colline du Parlement à Ottawa le premier jeudi de décembre.

2. INTRODUCTION

La CCN sollicite les services d'un entrepreneur général possédant au moins cinq (5) années d'expérience pour la préparation, l'installation, l'enlèvement et l'entretien des cordons des lumières de Noël dans le cadre de son programme Lumières de Noël au Canada.

Au moment de la soumission, l'entrepreneur doit posséder tous les permis requis pour travailler dans la province de l'Ontario et la province de Québec.

L'entrepreneur doit fournir tout le matériel nécessaire pour réaliser les travaux décrits dans le présent mandat incluant, entre autres, les camions et les élévateurs requis pour installer les guirlandes de lumières dans des arbres pouvant atteindre une hauteur de 50 pieds.

NOTE: Suite à l'adoption de la *Loi n° 1 sur le plan d'action économique de 2013*, (projet de loi C-60), LC 2013, c 33, (la « *Loi* ») mettant en œuvre le Budget fédéral 2013, le mandat des événements et des activités de la Commission de la capitale nationale sera transféré au ministère du Patrimoine canadien. Tel que prévu par l'article 219 de la Loi, et dans la mesure où ils se rapportent au mandat des activités et des événements, les biens de la CCN seront transférés à Sa Majesté du chef du Canada, représentée par le ministre du Patrimoine canadien, qui assumera les obligations de la CCN à compter du 30 septembre 2013.

Le contrat résultant de cette DDP / ITT est assujetti au cadre des services qui sont transférés au Patrimoine canadien.

3. DURÉE DU CONTRAT

Le contrat sera pour une période d'un (1) an à partir de la date d'octroi, avec une possibilité de prolongement pour une(1) année aux mêmes termes et conditions. Les prix pour l'année d'option seront négociés de bonne foi basés sur le livre Concept d'illumination 2013 pour l'année en question.

4. CONDITIONS GÉNÉRALES

4.1 Soumissions

La soumission de l'entrepreneur se basera sur les travaux décrits dans le présent document y compris le livret Concept d'illumination 2013 fourni à l'Annexe 1.

Nota :

- La CCN se réserve le droit de réduire ou d'augmenter le nombre de sites et de guirlandes par site en raison des variations de la programmation annuelle. Le prix sera ajusté en fonction du prix unitaire et d'un prix négocié.
- La CCN se réserve le droit exclusif de solliciter les services de l'entrepreneur retenu pour toute autre activité de la CCN.
- La CCN se réserve aussi le droit exclusif d'utiliser tout autre entrepreneur pour tout autre projet.

4.2 Réunions

L'entrepreneur retenu devra assister à différentes réunions avec le CCN avant et durant les phases d'installation et de démantèlement afin d'assurer une exécution adéquate des travaux en vertu de ce contrat.

4.3 Autorisation de sécurité

La CCN respecte la *Politique sur la sécurité du gouvernement* du Conseil du Trésor et, par conséquent, elle exigera que les employés de l'entrepreneur se soumettent à une enquête d'autorisation de sécurité personnelle (Formulaire d'autorisation de sécurité TBS/SCT 330-60E). La CCN pourra aussi réaliser une enquête de crédit lorsque les fonctions ou les tâches à être réalisées l'exigent ou dans l'éventualité où un dossier criminel contient une accusation/infraction d'une nature financière.

La CCN se réserve le droit de ne pas attribuer le contrat jusqu'à ce que les principaux employés de l'entrepreneur aient obtenu le niveau requis d'autorisation de sécurité tel qu'identifié par la Sécurité générale de la CCN. Dans le présent cas, le niveau de sécurité requis sera **Fiabilité/Accès au site**.

4.4 Calendrier des paiements

L'entrepreneur sera rémunéré conformément au calendrier suivant. Tous les paiements seront nets dans 30 jours après réception des factures détaillées.

25 % À l'achèvement de la préparation des guirlandes de lumières pour l'installation. (Octobre)

25 % À l'achèvement de l'installation. (Décembre)

25 % À l'achèvement de l'enlèvement. (Avril)

25 % À l'achèvement de l'emballage et de l'entreposage des guirlandes et après l'achèvement satisfaisant du projet, l'inspection des sites et la prise d'inventaire. (Juin)

4.5 Travaux additionnels

L'entrepreneur retenu pourra être demandé de fournir des taux unitaires avant l'octroi du contrat. Ces prix s'appliqueront aux travaux qui pourront être ajoutés au contrat ou en être soustraits.

5. PORTÉE DES TRAVAUX

5.1 RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRENEUR

- a) Obtenir à ses frais tous les permis municipaux requis pour la fermeture des rues qui sont requises pour réaliser les installations et les enlèvements.

- b) Avant la saison : Trier toutes les guirlandes de lumières selon les spécifications contenues dans le livret Concept d'illumination. Préparez les combinaisons de guirlandes de lumières pour l'installation sur les sites conformément aux directives d'installation dans le livret Concept d'illumination, ce qui inclut le changement des ampoules et le triage des guirlandes et des couleurs ainsi que l'essai final afin d'assurer une fonctionnalité complète. Les préparatifs doivent être terminés avant le commencement de l'installation. Ces travaux commencent normalement dès septembre.
- c) Après la saison : Enlever les lumières endommagées des guirlandes. Trier, compter et organiser toutes les guirlandes dans des bacs. Réaliser des tests pour toutes les guirlandes et envoyer un rapport au coordonnateur de la CCN qui présente le nombre total de guirlandes restantes, le nombre total de guirlandes endommagées, le nombre total d'ampoules de remplacement requises pour la saison suivante. Ce processus doit être réalisé avant le 1^{er} juin de chaque saison.
- d) L'installation annuelle des guirlandes de lumières commencera à la mi-octobre et sera achevée au plus tard le 28 novembre. Toutes les combinaisons des guirlandes de lumière doivent être identifiées et installées dans les arbres et les arbustes appropriés conformément aux spécifications contenues dans le Livret de conception.
- e) L'installation des lumières au Monument commémoratif de guerre du Canada et sur la Colline du Parlement doit se faire après le 11 novembre.
- f) Installer des panneaux auxiliaires dans les arbres et les arbustes au besoin. Installer des rallonges électriques des guirlandes jusqu'aux panneaux auxiliaires et aux panneaux de distribution. Les panneaux de distribution seront fournis et installés par l'entrepreneur-électricien. Les longueurs des rallonges électriques doivent être mesurées avant l'installation afin d'assurer une longueur de rallonge adéquate. La CCN fournira les panneaux auxiliaires. Si les panneaux auxiliaires ne se trouvent pas sur les lieux, la CCN fournira l'accès à des panneaux auxiliaires à l'entrepôt de la CCN aux fins de cueillette par l'entrepreneur durant les heures normales d'ouverture. L'entrepreneur sera responsable de les transporter jusqu'aux sites chaque saison et de les retourner à l'entrepôt Bayview.
- g) Fabriquer les rallonges électriques, au besoin, en plus des quantités déjà fournies par la CCN en fonction des besoins d'installation annuels. Cela inclut les réparations aux rallonges endommagées. Les rallonges électriques ne doivent pas dépasser une longueur de 45 m. Tout le matériel requis sera fourni par la CCN et demeurera sa propriété.
- h) Attacher toutes les guirlandes de lumières et les raccords des rallonges électriques (en les attachant à l'aide de ruban isolant noir). Les guirlandes de lumières ne doivent pas être attachées ensemble. Toutes les rallonges électriques doivent être attachées aux branches et aux troncs des arbres à l'aide d'un petit câble d'attache (1/8 po) pour éviter le vandalisme et améliorer l'aspect esthétique. Seules des rallonges électriques et des câbles d'attache noirs doivent être utilisés.
- i) Respecter toutes les spécifications de l'alimentation électrique et, en cas de problèmes de raccordement ou de circonstances imprévues, fournir des solutions de remplacement qui sont acceptables pour la CCN. Une alimentation en électricité adéquate sera disponible dans chaque secteur de l'exposition.
- j) Transporter l'ensemble du matériel et de l'inventaire nécessaires, à l'aller et au retour, entre l'entrepôt et les sites de la CCN. L'entrepreneur doit entreposer l'ensemble de l'inventaire à son propre entrepôt ou à ses locaux d'entreposage, qui seront assurés et dotés d'un système de contrôle de l'ambiance. La CCN se réserve le droit d'inspecter les locaux d'entreposage de l'entrepreneur avant l'attribution du contrat. Une fois que le

contrat sera attribué, l'entrepreneur devra ramasser l'inventaire au début de septembre et retourner l'ensemble de l'inventaire et du matériel à l'entrepôt de la CCN avant le 1^{er} juin de la fin du contrat. L'entrepreneur sera responsable de l'entreposage du matériel pendant la durée du contrat. L'espace requis devra être suffisamment grand pour entreposer au moins 325 bacs de lumières. Chaque bac a une hauteur de 18 po, une largeur de 15 po et une longueur de 24 po.

- k) Tester toutes les installations en présence du coordonnateur de la CCN. Les essais de toutes les installations seront réalisés en soirée durant la période de deux semaines précédant la cérémonie d'illumination de décembre. Si l'entrepreneur est incapable de corriger les problèmes au moment des tests, on s'attendra à ce qu'il le fasse pour la journée suivante, afin de réaliser de nouveaux tests ce soir-là.
- l) Assister à une réunion finale, au besoin, sur les divers sites, avec l'entrepreneur-électricien, le coordonnateur de la CCN et l'agent désigné provenant du service de la conception de la CCN, afin d'obtenir l'approbation finale pour chaque site. Cette réunion aura lieu une semaine avant la Cérémonie d'illumination officielle du programme des Lumières de Noël au Canada.
- m) Fournir des articles divers, comme, entre autres, du ruban isolant, des attaches de câble et d'autre matériel requis pour l'installation et l'entretien des lumières de Noël.
- n) Surveiller et entretenir toutes les installations (guirlandes de lumières, rallonges électriques, alimentation électrique, minuteries) pendant la période d'installation, la période de fonctionnement et la période de démantèlement. Réparer et remplacer les cordons électriques, les rallonges électriques et les minuteries au besoin. Signaler toutes les défaillances et le vandalisme au coordonnateur de la CCN. La surveillance doit se faire deux fois par semaine le mardi et le vendredi et chaque semaine. De plus, deux inspections séparées, l'une le 23 décembre et l'autre le 30 décembre, seront effectuées afin d'assurer le plein fonctionnement le 25 décembre et le 1^{er} janvier.
- o) Enlever toutes les guirlandes des arbres et des arbustes et les remettre dans leurs boîtes respectives. Toutes les guirlandes doivent être séchées, enroulées et attachées. L'entrepreneur doit identifier les boîtes et en faire l'inventaire à la fin de chaque saison avant qu'elles soient retournées à l'entrepôt de la CCN à la fin du contrat.
 - **Les panneaux auxiliaires doivent être retournés à l'entrepôt au 84, chemin Bayview, Ottawa (Ontario) pour le 15 janvier, à l'exception des unités identifiées qui demeureront dans les arbres pour utilisation lors du festival Bal de Neige.**
- p) L'enlèvement annuel de toutes les guirlandes de tous les sites doit être terminé au 31 mars. L'éclairage dans les ormes doit être enlevé avant le 15 février. Toutes les rallonges électriques des sites qui ne sont pas conservées pour Bal de Neige doivent être enlevées annuellement pour le 15 janvier. La CCN se réserve le droit de retarder l'enlèvement dans certains arbres jusqu'à la tenue de Bal de Neige.
- q) Établir des lignes de communication avec l'entrepreneur-électricien de la CCN afin de prévenir des problèmes imprévus qui pourraient se produire à n'importe quel moment sur les divers sites. Le coordonnateur de la CCN effectuera la liaison, collaborera au processus d'installation et établira des lignes de communication entre tous les entrepreneurs.

5.2 SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

- a) Lors de la réalisation des travaux pour la CCN, l'entrepreneur respectera toutes les lois fédérales, provinciales et municipales ainsi que les règlements concernant la santé et la sécurité au travail. Lorsque des dispositions fédérales, provinciales et municipales abordent le même sujet différemment, l'entrepreneur devra respecter la disposition la plus stricte.

L'entrepreneur reconnaît qu'il a été avisé par la CCN que les sites sur lesquels il réalisera les travaux peuvent être considérés comme des « **chantiers de construction** » conformément aux lois et aux règlements fédéraux, provinciaux ou municipaux et que l'entrepreneur peut être assujéti à l'ensemble des lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux concernant la santé et la sécurité au travail **dans l'industrie de la construction**.

L'entrepreneur sera responsable de tous les coûts découlant de la conformité de l'entrepreneur aux lois et aux règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en matière de santé et de sécurité au travail (incluant la santé et la sécurité dans l'industrie de la construction).

L'entrepreneur est responsable de veiller à ce que tous les employés soient certifiés et qu'ils possèdent les permis requis pour manœuvrer la machinerie requise ou utilisée durant les installations et les services offerts durant le contrat.

- b) L'entrepreneur aura la responsabilité de veiller à ce que tous les véhicules (que le propriétaire possède ou loue) demeurent sur des surfaces à revêtement dur, lorsque cela est possible. Lorsque les véhicules **doivent** conduire sur la pelouse, l'utilisation de contreplaqué pourra être requise, et, selon le cas, il faudra repérer les pommes d'irrigation. Toutes les infrastructures d'irrigation doivent être repérées et identifiées avant d'accéder au secteur. L'entrepreneur sera responsable des dommages qu'il cause aux systèmes d'irrigation. Le coordonnateur de projet demandera la localisation des canalisations après avoir déterminé le besoin de conduire sur la pelouse.
- c) L'entrepreneur devra veiller à ce que tous les véhicules (que le propriétaire possède ou loue) sont en bon état de fonctionnement (pas de fuites de liquide, de gaz d'échappement excessifs, etc.) L'entrepreneur est responsable de la remise en état des surfaces endommagées de quelque façon par ses véhicules. S'il y a des fuites de liquides des véhicules, l'utilisation d'égouttoir et/ou de toile de plastique sera obligatoire. Tous les véhicules **doivent** être équipés d'un produit de type absorbant dont l'utilisation est spécifiée pour des déversements d'huile.
- d) L'entrepreneur doit garantir un milieu de travail sécuritaire en tout temps. La signalisation, des balises, etc., doivent être utilisées en tout temps conformément aux normes provinciales et fédérales. **La présence d'un milieu de travail non sécuritaire pourrait se traduire par l'imposition de sanctions à l'entrepreneur.**
- e) L'entrepreneur doit posséder une assurance contre les accidents du travail pour tous ses employés, conformément aux règlements en vertu des lois sur les accidents du travail de l'Ontario et du Québec. Une preuve d'assurance doit être fournie à la CCN.

- f) Retourner les formulaires de sécurité remplis pour tous les employés exigeant une autorisation de sécurité afin d'accéder aux propriétés fédérales lorsque cela est requis.

6. MATÉRIEL

Tous les véhicules utilisés par le soumissionnaire retenu seront gardés dans un état propre et présentable et satisferont aux normes de sécurité provinciales.

- a) Le stationnement des véhicules sur les pelouses se limitera à la nécessité sur le plan opérationnel; la conduite de véhicules sur la pelouse se limitera à la nécessité sur le plan opérationnel. Les véhicules qui ne sont pas requis pour l'installation des lumières doivent demeurer sur une surface à revêtement dur à proximité.
- b) Le nom de l'entreprise sera affiché en évidence sur les côtés des véhicules.
- c) L'utilisation de balises et de feux de détresse est obligatoire lorsque les véhicules se déplacent sur une surface à revêtement dur autre qu'une route. Si le travail s'effectue dans la rue, les feux de détresse et les balises seront activés jusqu'à l'achèvement du travail.

7. DOMMAGES

Le représentant de la CCN doit être avisé immédiatement en cas de dommages.

- a) Les dommages causés à des plantes, à des surfaces dures, à des structures ou à d'autres éléments en raison du travail de l'entrepreneur ou d'une défaillance de son matériel et de manquements de son personnel seront réparés ou remplacés aux frais de l'entrepreneur.
- b) Les dommages seront réparés ou remplacés à la satisfaction du représentant de la CCN ou des propriétaires de la propriété touchée dans un délai de cinq (5) jours ouvrables après que les dommages aient été causés.
- c) Le bris de plus de 15 % des ampoules ou des guirlandes causé par une mauvaise manipulation se traduira par une réduction du montant versé à l'entrepreneur. L'entrepreneur sera responsable de la valeur de remplacement pour le bris qui sera basée sur le coût de remplacement de ce matériel.
- d) Les dommages aux arbres et aux arbustes qui seront jugés inutiles par la CCN pourront entraîner la retenue totale ou partielle du paiement final à l'entrepreneur. Les dommages seront évalués par la CCN pour une valeur monétaire.

8. CONSIDÉRATIONS SPÉCIALES POUR LES SITES

8.1 Parc Jacques-Cartier Park (PJC)

L'éclairage installé au PJC est utilisé durant Bal de Neige. En raison du type d'activités qui ont lieu au PJC pour Bal de Neige, l'ensemble de l'éclairage **doit** être enlevé le premier mercredi après la dernière fin de semaine de Bal de Neige, généralement le troisième mercredi de février. Si, en raison des conditions météorologiques, les lumières sont laissées

dans les arbres, l'entrepreneur doit surveiller les conditions du parc et enlever les lumières le plus tôt possible, avant que les feuilles ne commencent à sortir.

8.2 Exceptions pour l'installation

L'installation des lumières au Monument commémoratif de guerre du Canada sur la Colline du Parlement doit commencer seulement après le 11 novembre de chaque année.

9. RESPONSABILITÉS DE LA CCN

- a) Fournir un coordonnateur de liaison et un coordonnateur de la conception.
- b) Fournir une alimentation électrique adéquate (par l'entremise d'un entrepreneur-électricien) pour alimenter les guirlandes de lumières.
- c) Fournir les cordons électriques, les rallonges électriques, les ampoules, les nouvelles guirlandes et les bacs d'entreposage et les panneaux auxiliaires pour chaque arbre et arbuste.
- d) Fournir des câbles de type SJOW et SOW et des connecteurs appropriés pour fabriquer des rallonges électriques additionnelles au besoin.
- e) Fournir le déneigement afin d'assurer l'accessibilité aux arbres durant l'installation et/ou l'enlèvement des guirlandes de lumières.
- f) Fournir les formulaires et les renseignements nécessaires pour les autorisations de sécurité.
- g) La CCN se réserve le droit de modifier les motifs et l'emplacement des lumières, pourvu que les quantités et les types d'arbres et d'arbustes demeurent les mêmes.
- h) La CCN se réserve le droit de réduire et/ou d'accroître la portée des travaux inclus dans le contrat. Un tel changement se traduira par une réduction ou une augmentation du paiement final.
- i) Fournir les permis pour l'installation et les travaux réalisés sur les sites et les propriétés de la CCN.

10. EXIGENCES DE LA PROPOSITION

Proposition technique (Annexe 2)

Les proposants soumettront leur proposition technique en se servant de l'Annexe 2 et soumettront une (1) proposition de tarifs originale signée en utilisant l'Annexe 3. La proposition financière sera signée et soumise dans une enveloppe scellée séparée et clairement identifiée.

- L'entrepreneur doit **posséder au moins cinq (5) années d'expérience** afin d'entreprendre et d'exécuter les divers travaux décrits dans le présent mandat.
- L'entrepreneur fournira une brève description de l'expérience de son entreprise;
- L'entrepreneur fournira une liste de trois (3) différents projets semblables qui ont été réalisés et fournira une référence pour chaque projet en remplissant l'Annexe 2.

Proposition financière (Annexe 3)

Les proposants doivent se servir du formulaire de l'Annexe 3 pour présenter leurs soumissions.

Les proposants doivent fournir un prix forfaitaire tout inclus par site pour tous les travaux décrits dans le présent document et selon livret Concept d'illumination 2013fourni à l'Annexe 1.

11. ÉVALUATION ET CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Critères d'évaluation

- Expérience de l'entreprise 20 points.
- Projets et références 30 points.

Afin de se qualifier, les entrepreneurs doivent obtenir au moins 30 points sur un total possible de 50 points. Seules les enveloppes de prix des entrepreneurs qualifiés seront décachetées.

Si une entreprise se qualifie, les enveloppes de prix seront ouvertes et le contrat sera attribué au promoteur qui a soumis le prix total le plus bas.

En cas d'égalité des soumissions, la CCN décernera le contrat à l'entreprise qui offre le plus d'expérience.

ANNEXE 2 – Proposition technique

Les entrepreneurs doivent posséder au moins cinq (5) années d'expérience dans la préparation, l'installation, l'enlèvement et l'entretien des guirlandes de lumières de Noël et les services décrits dans le présent mandat ou qui sont d'une nature semblable.

Décrivez l'expérience de votre entreprise

(Nombre d'années en exploitation, type de travail, nombre d'employés, etc.).

Énumérez trois (3) projets réalisés au cours des cinq dernières années qui sont de nature semblable à la portée des travaux indiquée dans le présent mandat et fournissez une référence pour chacun.

Projets	Références
	Nom de l'entreprise :
	Personne-ressource :
	N° de téléphone :
	Nom de l'entreprise
	Personne-ressource :
	N° de téléphone :
	Nom de l'entreprise :
	Personne-ressource :
	N° de téléphone :

Nom de l'entreprise : _____

Signature de la personne autorisée : _____ Date : _____

ANNEXE 3 – Proposition financière pour le NG233

- La proposition financière doit être signée et soumise dans une enveloppe scellée séparée et clairement identifiée.
- Les proposants doivent fournir un prix forfaitaire tout inclus par site pour tous les travaux décrits dans le présent document et selon livret Concept d’illumination 2013 fourni à l’Annexe 1.
- Tous les montants sont en devise canadienne

ANNÉE 1

Art. No.	Sites	Prix forfaitaire tout inclus (excluant taxes)	
1	Colline du parlement	\$	
2	Monument commémoratif de la guerre du Canada	\$	
3	Parc du Canal Rideau	\$	
4	Parc de la confédération	\$	
5	Monument du maintien de la paix	\$	
6	Parc Jacques-Cartier (QC)		\$
	Total partiel	\$	\$
	13% TVHO	\$	\$
	14.975% TPS/TVQ		\$
	TOTAL par province	\$	\$

TOTAL GLOBAL pour l’Année 1

\$

Comme indiqué dans la section 4.5 Travaux additionnels, le proposant retenu peut avoir à fournir avant l’octroi du contrat des taux unitaires pour les articles suivants:

- Coût par guirlande pour des installations au sol ou avec échelle
- Coût par guirlande pour installation camion avec un dispositif aérien (jusqu’à 50’)
- Coût par cordon – installation avec une grue (plus élevée que 50’)

Nom de l’entreprise : _____

Signature de la personne autorisée : _____ Date : _____

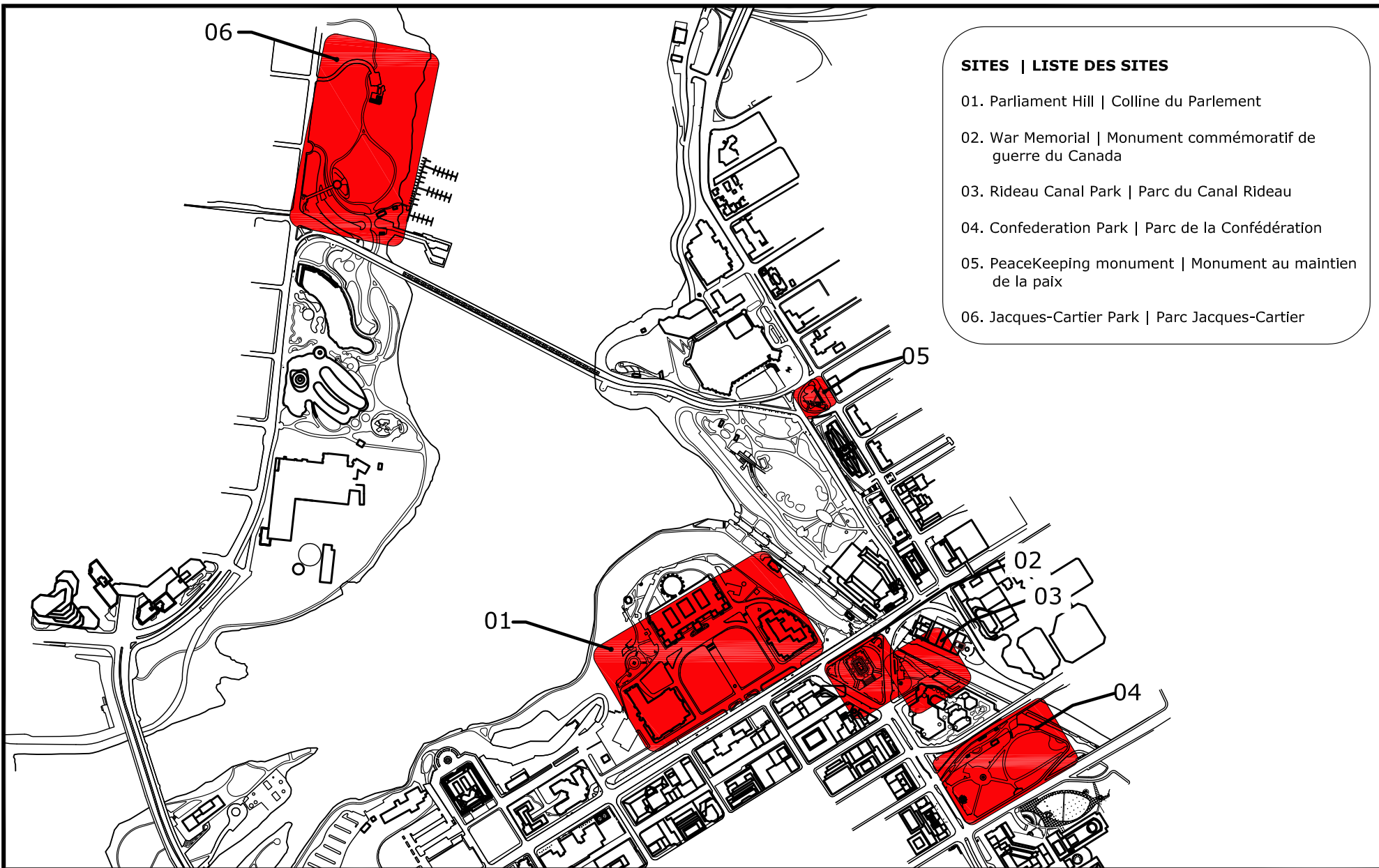
APPENDIX 1 - LIGHTING DESIGN ANNEXE 1 - CONCEPT D'ILLUMINATION

2013



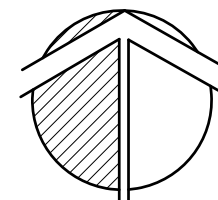


Prepared by: V. Rouette
Date: 12.08.2013



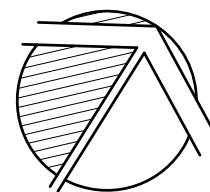
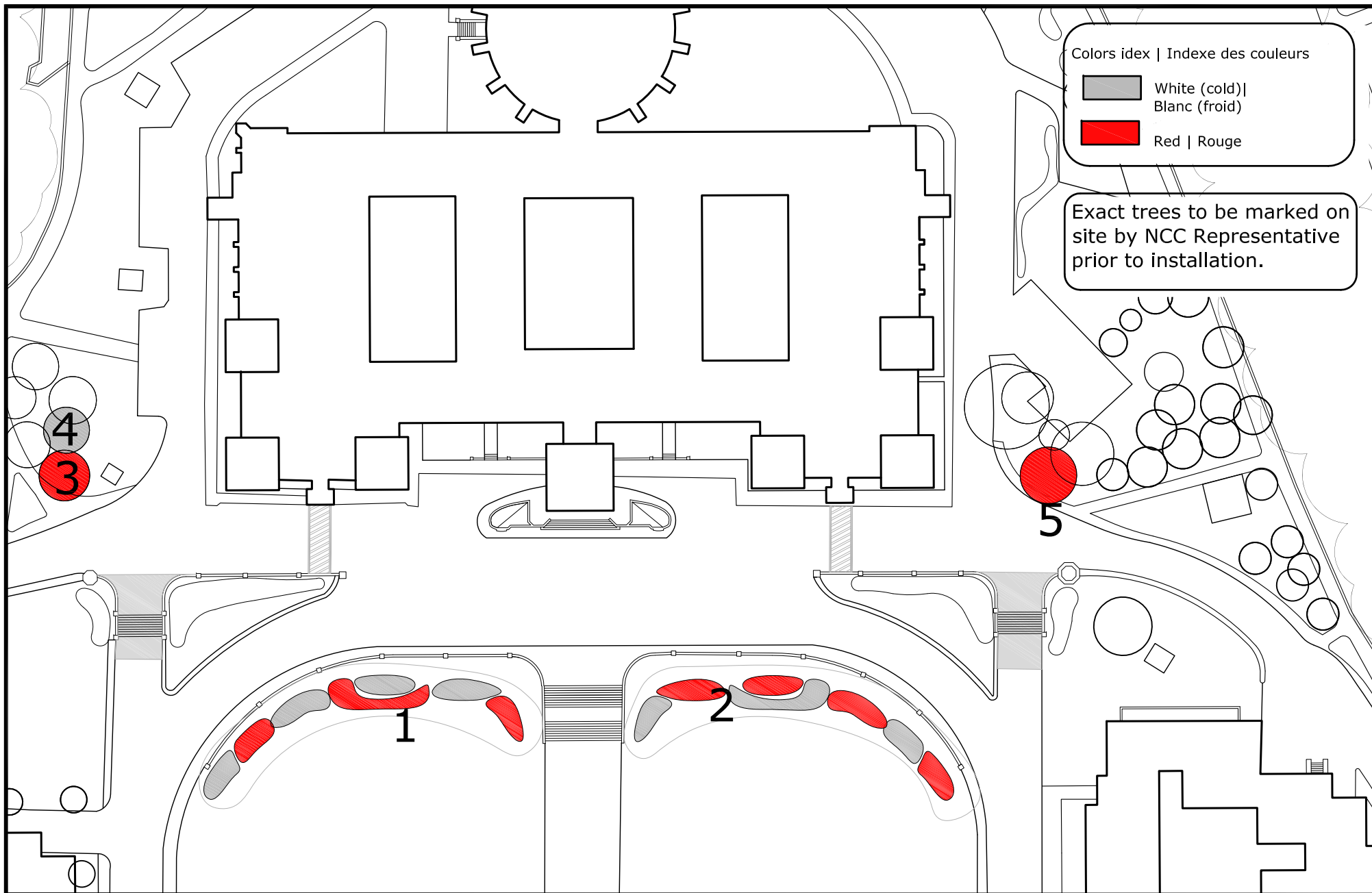
SITES | LISTE DES SITES

- 01. Parliament Hill | Colline du Parlement
- 02. War Memorial | Monument commémoratif de guerre du Canada
- 03. Rideau Canal Park | Parc du Canal Rideau
- 04. Confederation Park | Parc de la Confédération
- 05. PeaceKeeping monument | Monument au maintien de la paix
- 06. Jacques-Cartier Park | Parc Jacques-Cartier



Colors Couleurs	Solid Color Couleur unique							Combo Color Couleur combo				Total Strings sites	
	Clear (cold) Claire (froid)	Clear (warm) Claire (Chaud)	Red Rouge	Green Vert	Gold Dorée	Blue Bleu	Copper Cuivre	Blue-Green- Mauve Bleu- vert-Mauve	Gold & White (warm) Dorée & Blanc (chaud)	Red & Clear (warm) Rouge & Claire (cahud)	Red & Green Rouge & vert	Total Strings	Total light bulbs
Sites													
1 Parliament Hill Colline du parlement	240		360									600	15000
2 War Monument Monument commémoratif de guerre du Canada								735				735	18375
3 Rideau Canal Park Parc du Canal Rideau					420		120		105			645	16125
4 Confederation Park Parc de la Confédération		405		345	90	450						1290	32250
5 Peacekeeping Monument Monument au maintien de la paix	345											345	8625
6 Jacques-Cartier Park Parc Jacques - Cartier		165	360							60	375	960	24000
TOTAL STRINGS NEEDED FOR 2013	585	570	720	345	510	450	120	735	105	60	375	4575	114375

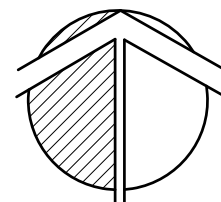
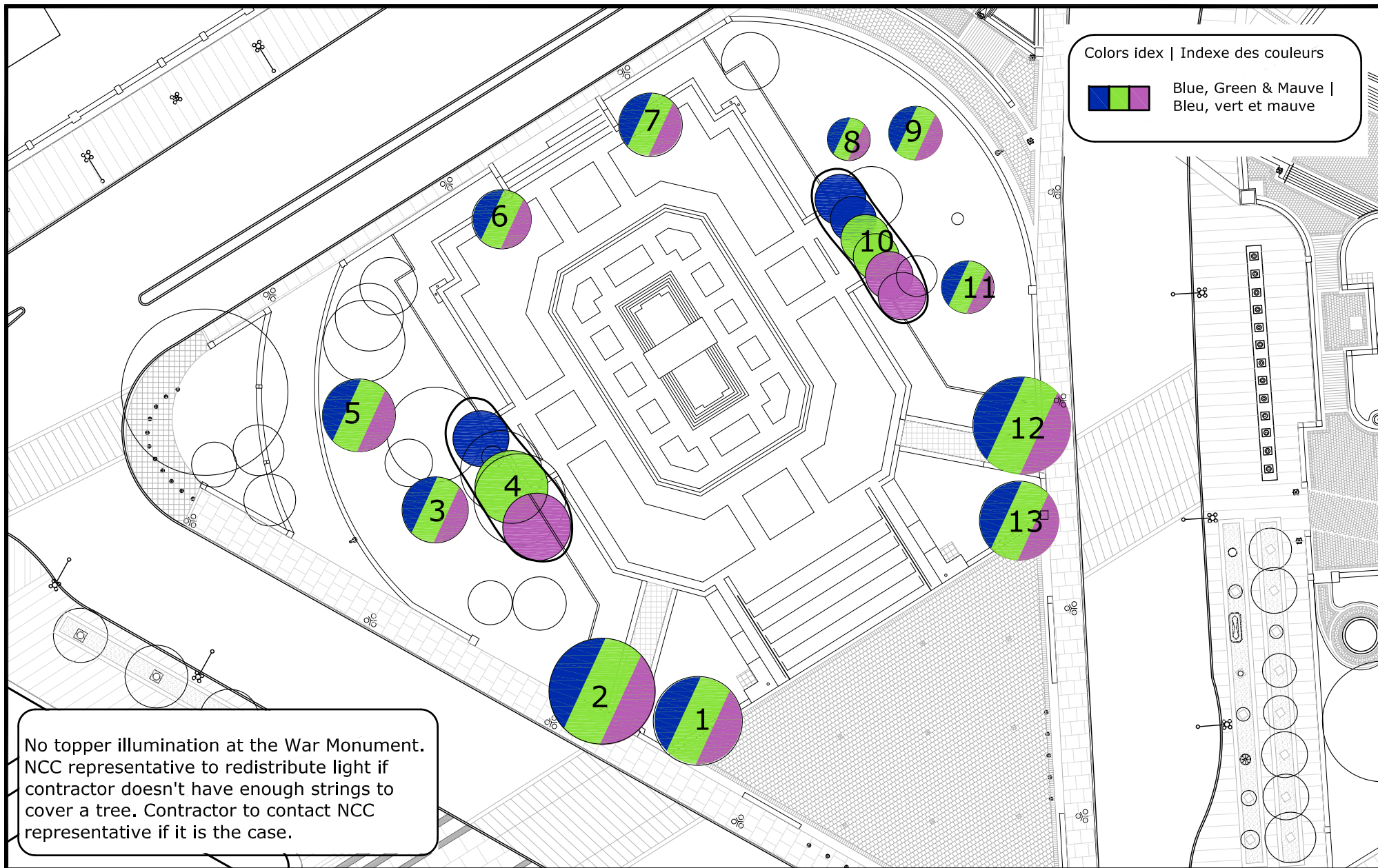
Type 3 Screw in (new type)	435	255	75		135	210	120	345		60	90	1725	43125
Type 2 - fixed Lights (old type)		315	420	345	375	240			105		285	2085	52125
Purchase Achat 2013	150		225					390				765	19125
Total Strings (including 2013 purchase)	585	570	720	345	510	450	120	735	105	60	375	4575	114375



01. Parliament hill | Colline du parlement

		Total	
		Strings Cordes	Lights Ampoules
Zones Aires			
1		180	4500
2		180	4500
Trees Arbres			
3		75	1875
4		60	1500
5		105	2625
TOTAL		600	15000

Colors choice Choix des couleurs		
Clear (cold) Claire (froid)	Red Rouge	TOTAL
90	90	180
90	90	180
60	75	75
	105	60
240	360	105
		600



02. War monument | Monument commémoratif de guerre du Canada

		Total	
		Strings Cordes	Lights Ampoules
Trees	Arbres		
	1	90	2250
	2	90	2250
	3	30	750
	4	75	1875
	5	30	750
	6	45	1125
	7	45	1125
	8	15	375
	9	15	375
	10	75	1875
	11	15	375
	12	120	3000
	13	90	2250
TOTAL		735	18375

Colors choice Choix des couleurs	
Blue-Green-Mauve Beu - vert - mauve	TOTAL
90	90
90	90
30	30
75	75
30	30
45	45
45	45
15	15
15	15
75	75
15	15
120	120
90	90
735	735



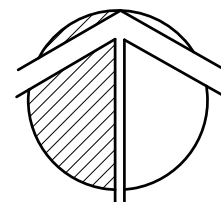
Canada

CHRISTMAS LIGHTS ACROSS CANADA 2013 |
LUMIÈRE DE NOËL DU CANADA 2013

Rideau Canal Park |
Parc de Canal Rideau

scale
échelle NTS
date 08.08.2013

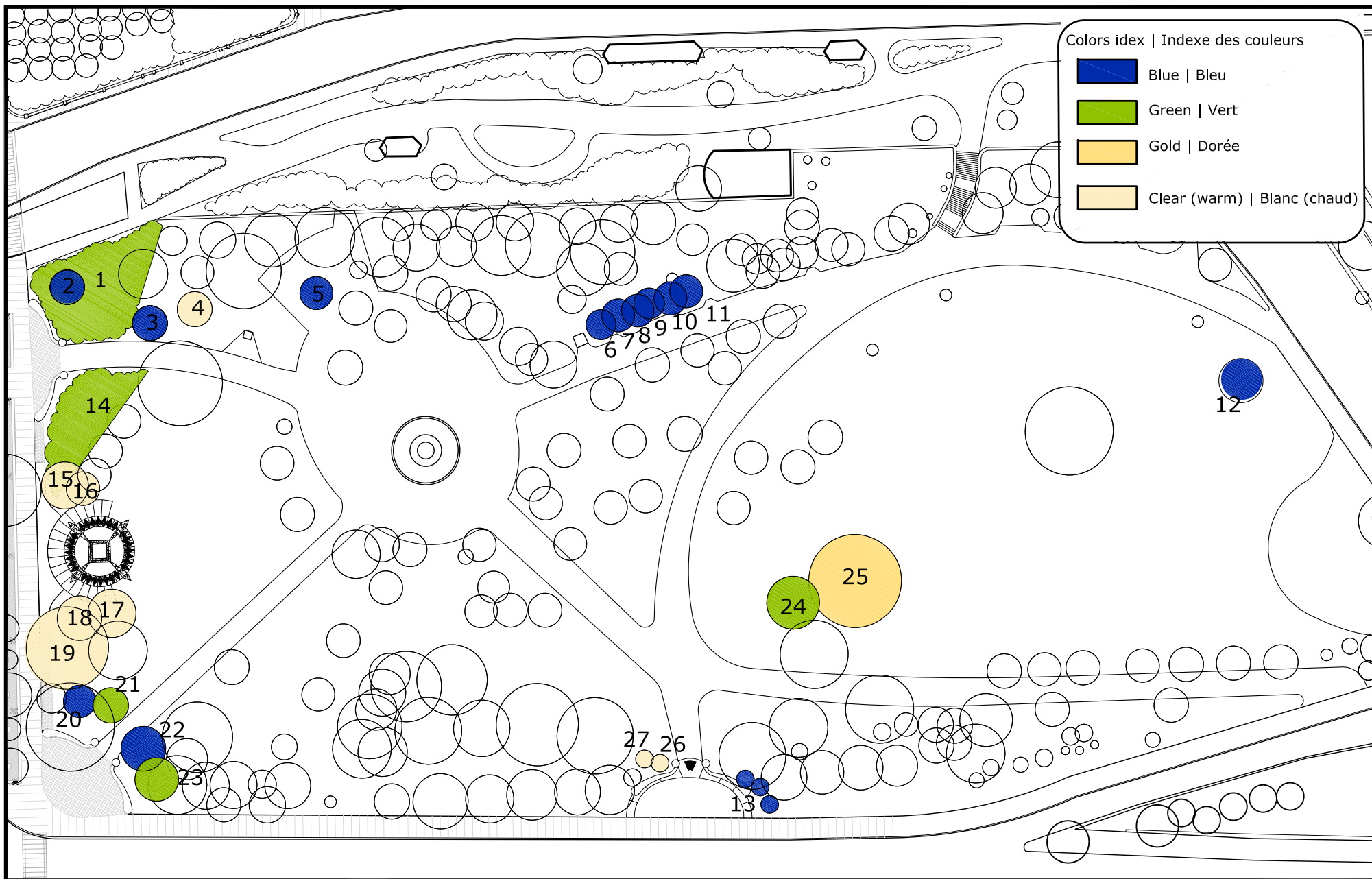
Site no.
no. du site 03



03. Rideau Canal | Canal Rideau

		Total	
		Strings Cordes	Lights Ampoules
Trees	Arbres		
1		75	1875
2		60	1500
3		60	1500
4		105	2625
5		255	6375
6		90	2250
TOTAL		645	16125

Colors choice Choix des couleurs			
Copper Cuivre	Gold Dorée	White (warm) & Gold Blanc (chaud) et Dorée	TOTAL
	75		75
60			60
60			60
		105	105
	255		255
	90		90
120	420	105	645



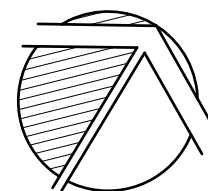
Canada

CHRISTMAS LIGHTS ACROSS CANADA 2013 |
LUMIÈRE DE NOËL DU CANADA 2013

Confederation Park |
Parc de Confédération

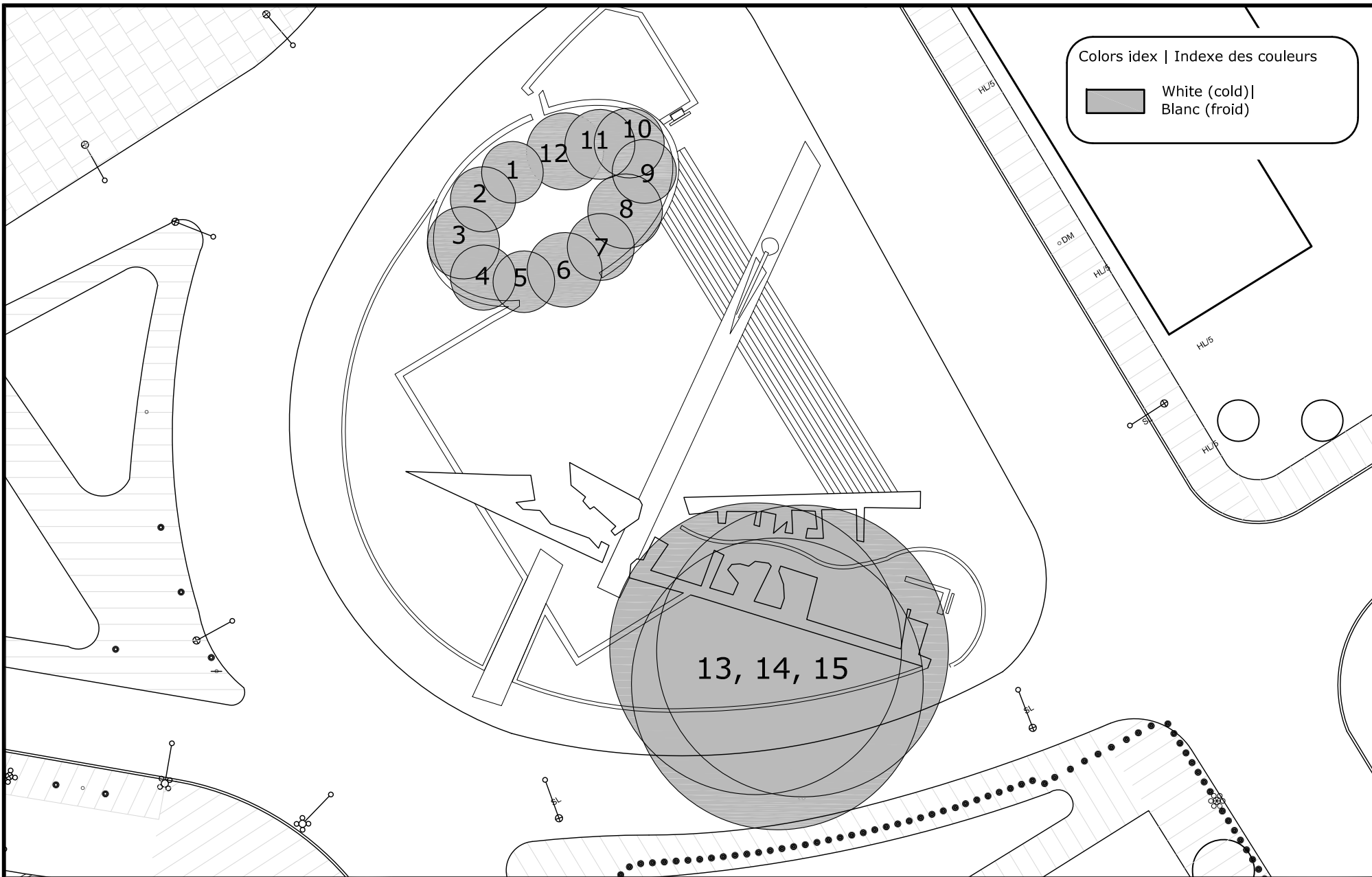
scale
échelle NTS
date 08.08.2013

Site no.
no. du site 04



04. Confédération Park | Parc de la Confédération

Total			Colors choice Choix des couleurs				
Strings Cordes		Lights Ampoules	Blue Bleu	Green Vert	Clear (warm) Clair (chaud)	Gold Dorée	TOTAL
Trees Arbres							
1	110	2750		110			110
2	45	1125	45				45
3	45	1125	45				45
4	30	750			30		30
5	45	1125	45				45
6	30	750	30				30
7	15	375	15				15
8	15	375	15				15
9	15	375	15				15
10	30	750	30				30
11	30	750	30				30
12	45	1125	45				45
13	45	1125	45				45
14	100	2500		100			100
15	90	2250			90		90
16	60	1500			60		60
17	45	1125			45		45
18	45	1125			45		45
19	90	2250			90		90
20	45	1125	45				45
21	30	750		30			30
22	45	1125	45				45
23	30	750		30			30
24	75	1875		75			75
25	90	2250				90	90
26	20	500			20		20
27	25	625			25		25
TOTAL	1290	32250	450	345	405	90	1290



Canada

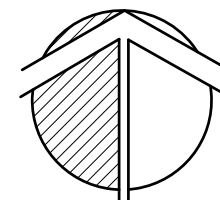
CHRISTMAS LIGHTS ACROSS CANADA 2013 |
LUMIÈRE DE NOËL DU CANADA 2013

Peace Keeping Monument |
Monument au maintien de la paix

scale
échelle NTS

date 08.08.2013

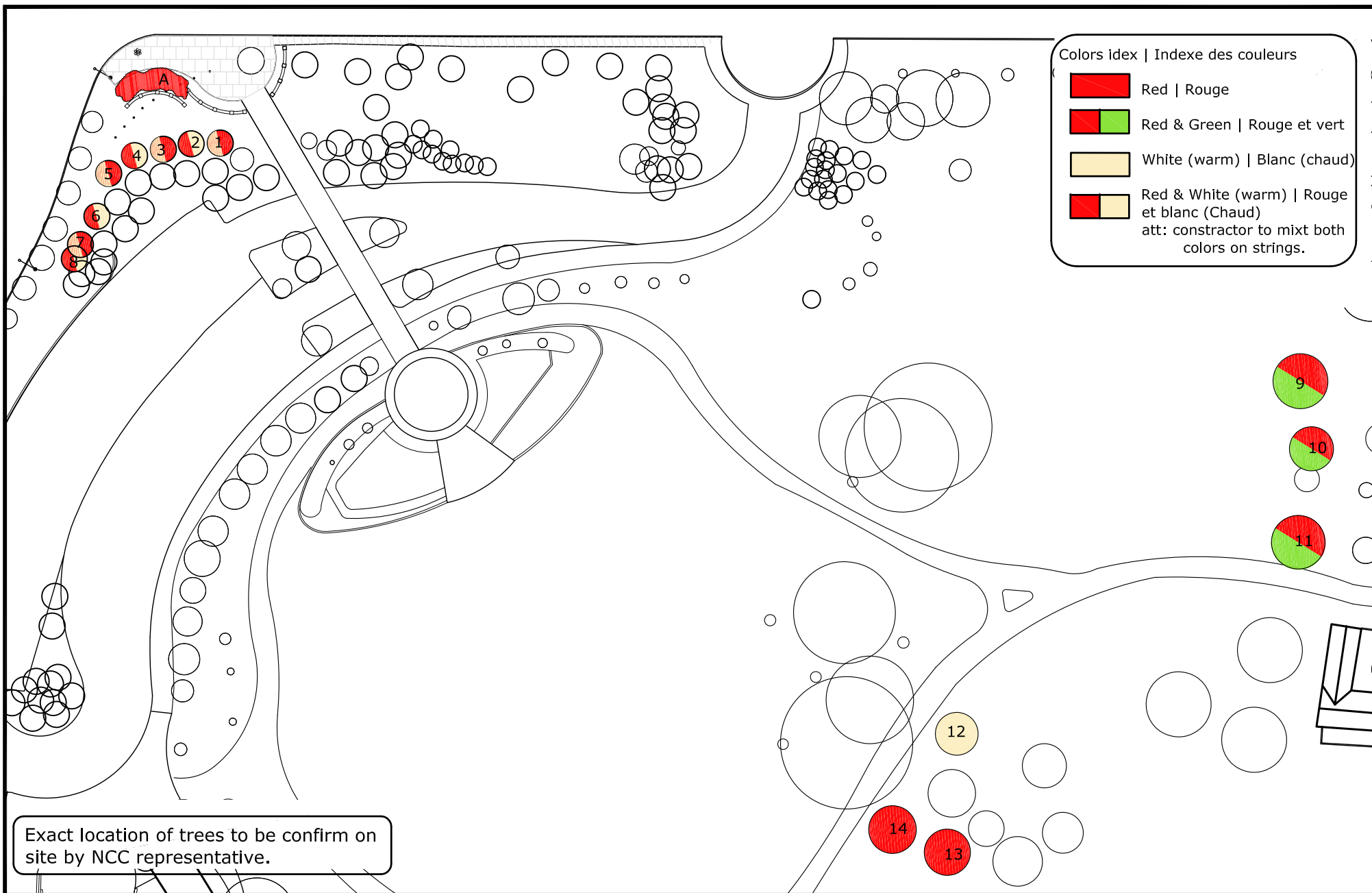
Site no.
no. du site 05



05. Peace Keeping Monuemnt | Monument au maintien de la paix

Total		
	Strings Cordes	Lights Ampoules
Trees Arbres		
1	15	375
2	15	375
3	30	750
4	15	375
5	15	375
6	30	750
7	15	375
8	30	750
9	15	375
10	15	375
11	15	375
12	30	750
13	45	1125
14	30	750
15	30	750
TOTAL	345	8625

Colors choice Choix des	
Clear (cold) Claire (froid)	TOTAL
15	15
15	15
30	30
15	15
15	15
30	30
15	15
30	30
15	15
15	15
15	15
30	30
45	45
30	30
30	30
345	345



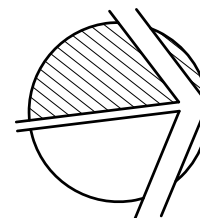
Canada

CHRISTMAS LIGHTS ACROSS CANADA 2013 |
LUMIÈRE DE NOËL DU CANADA 2013

Jacques-Cartier Park |
Parc Jacques-Cartier

scale
échelle NTS
date 08.08.2013

Site no.
no. du site 06



06. Jacques-Cartier Park | Parc Jacques-Cartier

Total		
	Strings Cordes	Lights Ampoules
Zones Aires		
A	45	1125
Trees Arbres		
1	30	750
2	30	750
3	30	750
4	30	750
5	30	750
6	30	750
7	30	750
8	30	750
9	150	3750
10	90	2250
11	135	3375
12	75	1875
14	105	2625
15	120	3000
TOTAL	960	24000

Colors choice Choix des couleurs				
Clear (warm) Claire (Chaud)	Red Rouge	Red and Green Rouge et vert	Clear (warm) & red Claire (chaud) et rouge	TOTAL
	45			45
			30	30
15	15			30
15	15			30
15	15			30
15	15			30
15	15			30
15	15			30
			30	30
		150		150
		90		90
		135		135
75				75
	105			105
	120			120
165	360	375	60	960

INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRES

1. Adresse

L'enveloppe contenant la soumission doit être adressée au Service des Finances et de l'Approvisionnement, Commission de la Capitale nationale, 40, rue Elgin, 3ième étage, Centre de services, Ottawa (Ontario) K1P 1C7.

On doit indiquer clairement sur l'enveloppe, le nom et l'adresse du soumissionnaire, ainsi que la date et l'heure limites de réception des soumissions.

2. Réception des soumissions

La CCN doit recevoir les soumissions au plus tard à la date et à l'heure limites indiquées. Le soumissionnaire doit poster ou livrer sa soumission à temps: les soumissions reçues après la date et l'heure indiquées seront refusées.

3. Soumissions non-acceptables

Soumissions non-présentées sur la formule jointe de soumission et de contrat.

Soumissions par télécopieur à moins d'avis contraire.

Soumissions et modifications reçues après la date et l'heure limites.

Soumissions incomplètes peuvent être rejetées.

Soumissions non signées seront sujet à être disqualifiées.

Si une garantie est exigée en vertu des présentes instructions et qu'elle n'est pas jointe à la soumission, cette dernière peut être rejetée.

4. Modification des soumissions

Le soumissionnaire peut modifier sa soumission par télécopieur, ou lettre reçue avant l'heure et date de fermeture des soumissions.

Les télécopieurs, lettres ou télégrammes, doivent indiquer clairement les modifications à apporter.

5. Garanties

1. Garantie accompagnant la soumission. Si une garantie est exigée en vertu des Clauses 2 de la formule de Soumission/Contrat, la soumission doit être accompagnée d'une garantie au montant indiqué.

INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRES

2. Garantie acceptable:

- i) Cautonnement de soumission d'une compagnie agréée par la CNN, à des conditions acceptées par cette dernière;

OU

- ii) Chèque visé tiré sur une banque soumise à la Loi sur les banques ou à la Loi sur les banques d'épargne du Québec, et établi au nom de la CCN;

OU

- iii) Obligations du gouvernement du Canada payables au porteur;

OU

- iv) Argent comptant.

3. Sur l'avis d'acceptation de la soumission:

1. Si cette dernière a une valeur inférieure à 30 000,00 \$, incluant les taxes, le soumissionnaire choisi peut être appelé par la Commission à fournir le dépôt de garantie, tel qu'indiqué à la Clause 2 de la formule de Soumission/Contrat;
2. Si la soumission a une valeur supérieure à 30 000,00 \$, incluant les taxes, le soumissionnaire choisi sera appelé par la Commission à fournir le dépôt de garantie, tel qu'indiqué à la Clause 2 de la formule de Soumission/Contrat.

6. Acceptation de la soumission

La Commission ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

7. Façon de remplir la formule Soumission/Contrat

Indiquer les prix pour chaque unité de mesure ou quantité estimative sur la formule Soumission/Contrat ou inscrire le montant total de la soumission à la Clause 3.

Si les descriptions, unités de mesure et quantités estimatives figurent sur la formule Soumission/Contrat, inscrire le prix unitaire de chaque article, le multiplier par la quantité estimative, porter le résultat à la colonne Total et additionner les chiffres de cette dernière colonne pour obtenir le montant total. Calculer la TPS et la TVQ (si applicable) sur le montant totale.

INSTRUCTIONS AU SOUMISSIONNAIRES

Dactylographier ou écrire lisiblement en lettres moulées dans chacune des cases appropriées la raison sociale complète et l'adresse d'affaires de l'entrepreneur.

Signer la formule de Soumission/Contrat à l'endroit prévu à cette fin et tel qu'indique ci-après:

La soumission doit être signée par le représentant de la société dûment autorisée et la qualité officielle du représentant doit figurer en regard de sa signature habituelle. Le sceau officiel de la société doit être apposé sur votre soumission.

Ne rien inscrire dans la case réservée à l'usage de la Commission de la Capitale nationale.

On doit présenter les soumissions dûment remplies en deux exemplaires dans l'enveloppe fournie à cette fin. Le soumissionnaire doit conserver la troisième exemplaire pour ses dossiers.

8. Assurances

L'entrepreneur doit tenir en vigueur une assurance ou payer les cotisations le protégeant ainsi que la CCN, contre les réclamations d'accidents de travail, les poursuites en dommages ou pour blessures corporelles, y compris le décès, et de toutes réclamations pour dommages à la propriété pouvant découler des travaux qu'il entreprend en vertu du présent marché. A titre de protection, les attestations d'assurance doivent être déposées à la CCN et tenues en vigueur jusqu'à ce que ladite Commission certifie que les travaux sont terminés.

L'entrepreneur doit tenir en vigueur une assurance nommant la Commission de la Capitale nationale comme bénéficiaire aux tiers d'au moins 5 000 000,00 \$ contre la responsabilité civile et les dommages matériels. L'assurance doit couvrir les dommages découlant d'un accident ou d'une négligence. L'entrepreneur doit déposer un exemplaire de la police auprès de la CCN avant le début des travaux.

REMARQUE: Les présentes instructions ne doivent pas être présentées avec votre soumission.

9. **Demandes de certificats d'approbations**

Dans tous les cas où des matériaux sont indiqués d'après la marque de commerce ou le nom du manufacturier, la soumission doit être fondée sur l'usage de ces matériaux. Durant la période de soumission, des matériaux de remplacement seront envisagés à condition que la description complète en soit donnée par écrit au moins sept jours avant la date d'échéance de la remise des soumissions. L'approbation des changements sera signifiée par l'incorporation d'un addenda aux documents de soumission.

CONDITIONS GÉNÉRALES

1. Définitions des termes

Dans le contrat, l'expression

- a) « Architecte/Ingénieur » désigne toute personne qui peut être expressément désignée par le directeur général adjoint - Développement ou en son nom en vertu de l'adjudication du présent contrat;
- b) « travaux » comprend la totalité des ouvrages main-d'oeuvre, matériaux, matières et choses que l'Entrepreneur est tenu de faire, de fournir et d'exécuter en vertu du contrat.

2. Cession du contrat et de Sous-traitances

L'Entrepreneur ne peut céder le contrat sans le consentement par écrit de la Commission. Il ne peut adjuger la totalité ou une partie des travaux à un sous-entrepreneur sans le consentement de l'Architecte/ingénieur. Chaque adjudication faite à un sous-entrepreneur doit se conformer à toutes les modalités et conditions du présent contrat qui peuvent raisonnablement s'y appliquer.

3. Membres de la Chambre des communes

Aucun membre de la Chambre des communes n'est admis à être parti du contrat, ni à participer à aucun des bénéfices ou profits qui en proviennent.

4. Indemnisation

L'Entrepreneur doit tenir la Commission de la capitale nationale indemne et à couvert de toutes réclamations, pertes, frais, dommages, actions, poursuites et procédures par suite, à cause ou à l'occasion de l'activité de l'Entrepreneur dans l'exécution des travaux, sauf ceux découlant d'un manque ou d'un vice du titre de propriété sur l'emplacement des travaux ou d'une contrefaçon d'un brevet d'invention relatif au dessin fourni par la Commission de la capitale nationale, mais comprenant ceux découlant des omissions, des actes non justifiés et des retards dans l'exécution des travaux du contrat.

5. Propriété de la Commission de la capitale nationale

L'entrepreneur est responsable envers la Commission de la capitale nationale de toutes pertes ou dommages, autres que l'usure ou la détérioration raisonnable, causés à la propriété de la Commission de la capitale nationale lors de l'exécution des travaux, attribuables ou non à des causes indépendantes de sa volonté. L'Entrepreneur ne se servira de la propriété que selon les instructions de l'Architecte/Ingénieur et il devra faire rapport à l'Architecte/Ingénieur de l'usage qu'il fait de ladite propriété en tout temps lorsqu'on le lui demandera.

CONDITIONS GÉNÉRALES

6. Lois et permis municipaux

L'entrepreneur respectera toutes les lois et tous les règlements relatifs aux travaux, qu'ils soient d'origine fédérale, provinciale ou municipale, comme si les travaux étaient exécutés pour une personne autre que la Commission de la capitale nationale et il devra payer tous les permis et certificats exigés relativement à l'exécution des travaux.

7. Main-d'oeuvre et matériaux canadiens

L'Entrepreneur emploiera de la main-d'oeuvre et des matériaux canadiens dans l'exécution des travaux, dans toute la mesure où ils seront disponibles, et il s'adressera au Centre de main-d'oeuvre du Canada afin de recruter ce personnel.

8. Publicité

- a) L'Entrepreneur ne permettra pas de cérémonie publique, n'érigera pas ou ne permettra pas l'érection d'enseignes ou de publicité, relativement aux travaux, sans la permission de l'Architecte/Ingénieur.
- b) Toutes les enseignes extérieures érigées par l'Entrepreneur doivent être en français et en anglais et soumises à l'approbation de la CCN.

9. Matériaux, outillage, etc. deviennent propriété de la Commission de la capitale nationale

Tous les matériaux et tout l'outillage utilisés et fournis pour les travaux deviennent la propriété de la Commission de la capitale nationale, ne seront pas enlevés de l'emplacement des travaux et ne seront pas utilisés à d'autres fins que ces travaux tant que, s'ils ne sont pas incorporés aux travaux, l'Architecte/Ingénieur n'aura pas certifié qu'ils ne sont plus requis aux fins des travaux. L'Entrepreneur est responsable des pertes et des dommages causés aux matériaux et à l'outillage appartenant à la Commission de la capitale nationale en vertu du présent article.

10. Surintendant et ouvriers de l'Entrepreneur

L'Entrepreneur gardera un surintendant compétent en tout temps à pied d'oeuvre jusqu'à l'achèvement des travaux à moins d'avoir reçu une autorisation contraire de l'Architecte/Ingénieur. Le Surintendant doit être acceptable pour l'Architecte/Ingénieur et avoir l'autorité de recevoir au nom de l'Entrepreneur les ordres et les communications relatifs au contrat. Tout surintendant et ouvrier que l'Architecte/Ingénieur ne peut pas accepter parce qu'il est incompetent, qu'il se conduit mal ou qu'il constitue un danger pour la sécurité nationale, sera renvoyé des lieux des travaux et remplacé séance tenante.

11. Coopération avec les autres Entrepreneurs

L'Entrepreneur coopérera entièrement avec les autres entrepreneurs et ouvriers que l'Architecte/Ingénieur enverra sur le chantier. Si l'envoi au chantier d'autres entrepreneurs et

CONDITIONS GÉNÉRALES

ouvriers ne pouvait être raisonnablement prévu par l'Entrepreneur au moment de la conclusion du contrat et si, de l'avis de l'Architecte/Ingénieur, l'Entrepreneur a engagé des dépenses supplémentaires en se conformant au présent article, et si l'Entrepreneur a donné par écrit un avis préalable de trente jours avant de présenter une réclamation, la Commission de la capitale nationale doit payer à l'Entrepreneur le coût de ces dépenses supplémentaires calculé en conformité de l'article 20.

12. Obligations de l'Entrepreneur et du sous-entrepreneur et réclamations contre eux

- a) L'Entrepreneur acquittera toutes ses obligations légitimes et fera droit à toutes les réclamations légitimes faites contre lui en conséquence de l'exécution des travaux au moins aussi souvent que le présent contrat obligera la Commission de la capitale nationale à acquitter ses obligations envers l'Entrepreneur, et il fera, sur demande, une déclaration statutaire témoignant de l'existence et de l'état des obligations et réclamations.
- b) Aux fins d'acquitter les obligations légitimes de l'Entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur ou de faire droit aux réclamations légitimes faites contre eux en conséquence de l'exécution des travaux, la Commission de la capitale nationale peut payer tout montant qui est dû et payable à l'Entrepreneur en vertu du contrat et après appropriation et négociation du dépôt de garantie, mentionné à l'article 18 ci-après, s'il y a lieu, directement aux créanciers de l'Entrepreneur ou du sous-entrepreneur ou aux autres personnes qui font lesdites réclamations.

13. Droits et obligation de l'Architecte/Ingénieur

- a) Aura accès aux ouvrages en tout temps lors de l'exécution des travaux et l'Entrepreneur fournira à l'Architecte/Ingénieur tous les renseignements et l'aide dont il aura besoin afin de s'assurer que les travaux sont exécutés selon les exigences du contrat.
- b) Décidera de toute question de savoir si quelque chose a été fait comme l'exige le contrat ou de savoir ce que l'Entrepreneur est tenu de faire en vertu du contrat, y compris les questions touchant l'acceptabilité, la qualité et la quantité de la main-d'oeuvre, de l'outillage et des matériaux utilisés dans l'exécution des travaux et celles concernant le calendrier et le programme des diverses phases de l'exécution des travaux;
- c) Aura le droit d'ordonner l'exécution des travaux supplémentaires, d'éliminer ou de changer entièrement ou en partie les travaux prévus par les plans et les devis. L'Architecte/Ingénieur décidera si ce qui a été fait ou n'a pas été fait en conformité de directives données en vertu du présent alinéa a augmenté ou diminué le coût des travaux pour l'Entrepreneur en vertu du contrat sera augmenté ou diminué en conséquence suivant un montant calculé en conformité de l'article 20 ci-après. L'Entrepreneur se conformera à toute décision ou directive donnée par l'Architecte/Ingénieur en conformité du présent article.

CONDITIONS GÉNÉRALES

14. Retard ou vice d'exécution

Lorsque l'Entrepreneur tarde à commencer, exécuter ou achever les travaux ou ne se conforme pas à une directive ou à une décision rendue en bonne et due forme par l'Architecte/Ingénieur, ou a omis de remplir un engagement en vertu du contrat, l'Architecte/Ingénieur peut prendre les mesures nécessaires en vue de remédier à l'omission de la part de l'Entrepreneur. L'Entrepreneur remboursera à la Commission de la capitale nationale tous les frais, les dépenses et les dommages encourus ou subis par la Commission de la capitale nationale par suite de l'omission de la part de l'Entrepreneur ou en remédiant à ladite omission. En plus des mesures correctives déjà mentionnées dans le présent article, la Commission peut, si l'omission se poursuit pendant six jours après que l'Architecte/Ingénieur en a averti l'Entrepreneur par écrit, mettre fin au contrat en conformité de l'article 17 (3).

15. Changements des conditions du sol, retard de la part de la Commission de la capitale nationale

- a) Aucun paiement supplémentaire ne sera fait à l'Entrepreneur pour des dépenses supplémentaires encourues, pour perte ou dommage subi ou pour quelque raison que ce soit, à moins que l'Architecte/Ingénieur ne certifie que la dépense supplémentaire, la perte ou le dommage est directement attribuable:
 - i) S'il s'agit d'un contrat à montant fixe, à un écart considérable entre les renseignements sur les conditions du sol à pied d'oeuvre consignés dans les plans et devis et les conditions réelles du sol à cet endroit.
 - ii) À la négligence ou à un retard se produisant après la date du contrat, de la part de la Commission de la capitale nationale, à fournir tous renseignements ou à faire tout ce qu'elle est tenue expressément de faire par contrat ou selon l'usage de métier ou l'Entrepreneur n'ait présenté un avis par écrit de sa réclamation à l'Architecte/Ingénieur pour des dépenses supplémentaires, des pertes ou des dommages, dans les trente (30) jours de la date où il s'est rendu compte des conditions différentes du sol, ou de la date du début de la négligence ou du retard. Le montant de tout paiement supplémentaire à faire en vertu du présent article sera calculé en conformité de l'article 20.
- b) Si, de l'avis de l'Architecte/Ingénieur, l'Entrepreneur a réalisé une économie par suite des conditions différentes du sol, dont il est fait mention au sous-alinéa ci-dessus, le montant de cette économie sera déduit du prix du contrat dont il est fait état à la clause 1 de l'Offre et Entente.

16. Protestation contre une décision de l'Architecte/Ingénieur

Si, dans 10 jours de la communication par l'Architecte/Ingénieur d'une décision ou directive rendue ou émise par l'Architecte/Ingénieur, l'Entrepreneur a donné à l'Architecte/Ingénieur un

CONDITIONS GÉNÉRALES

avis écrit par lequel il accepte cette décision ou directive sous réserve, la Commission de la capitale nationale paiera à l'Entrepreneur le coût, calculé en conformité de l'article 20, de tout ce que l'Entrepreneur a été obligé de faire, par suite de la décision ou directive, en sus de ce que le contrat, correctement compris, l'aurait obligé de faire.

17. Suspension ou résiliation du contrat

1. La Commission peut en tout temps suspendre ou résilier le contrat en donnant un avis par écrit à cet effet à cet effet à l'Entrepreneur. L'Entrepreneur se conformera à cet avis immédiatement.
2. Si la Commission suspend les travaux pour une période de trente (30) jours au moins, l'Entrepreneur devra achever les travaux lorsqu'on le lui demandera il aura droit au paiement de compensation calculé en conformité de l'article 15 ci-dessus. Si la Commission suspend les travaux pour une période supérieure à 30 jours, l'Entrepreneur peut demander à la Commission de résilier le contrat en vertu de l'alinéa (4) ci-après.
3. Si la Commission met fin au contrat parce que l'Entrepreneur a failli à l'exécution des travaux, est devenu insolvable ou a commis un acte de faillite, l'obligation de la Commission de la capitale nationale à faire des paiements à l'Entrepreneur cessera dès lors et aucun paiement supplémentaire ne sera fait à l'Entrepreneur à moins que l'Architecte/Ingénieur ne certifie que la Commission de la capitale nationale peut faire des paiements supplémentaires sans subir de préjudice financier. La résiliation du contrat en conformité du présent alinéa ne libérera l'Entrepreneur d'aucune obligation juridique ou contractuelle autre que celle d'achever l'exécution matérielle des travaux. Dans de telles circonstances, l'Architecte/Ingénieur peut achever ou faire achever les travaux de la manière qu'il juge convenable, et tous les frais encourus et les dommages subis par la Commission de la capitale nationale en raison du non-achèvement des travaux par l'Entrepreneur seront payables à la Commission de la capitale nationale par l'Entrepreneur.
4. Si la Commission met fin aux travaux d'une façon autre que celle prévue à l'alinéa 3 ci-dessus, la Commission de la capitale nationale paiera à l'Entrepreneur un montant calculé en conformité de l'article 20 ci-après et sujet aux suppléments et aux déductions prévus par les Conditions générales ou les Conditions de travail, moins tous les paiements faits en conformité de l'article 26 (3) ci-après. En aucun cas cependant, ce montant payé ne devra dépasser le montant qui aurait été payable si l'Entrepreneur avait mené son contrat à terme.

18. Dépôt de garantie

Si l'Entrepreneur fournit un dépôt de garantie relativement au présent contrat, on l'utilisera selon les dispositions du Règlement sur les marchés de l'État; cependant, si l'Entrepreneur a violé ou n'a pas rempli ses engagements en vertu du contrat, la Commission de la capitale nationale peut s'approprier ou négocier le dépôt à son propre usage. Si l'Entrepreneur dépose un cautionnement de paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux relativement au présent contrat,

CONDITIONS GÉNÉRALES

l'Entrepreneur placera à cet effet un avis sur les lieux de travail indiquant le nom et l'adresse de la compagnie de garantie, la définition des personnes protégées par ce cautionnement et une explication générale de la procédure à suivre pour présenter une réclamation.

19. Aucun paiement supplémentaire

Le montant payable à l'Entrepreneur en vertu du contrat ne sera ni diminué ni augmenté en raison d'une augmentation ou d'une diminution du coût des travaux résultant d'une augmentation ou d'une diminution du coût de l'outillage, de la main-d'oeuvre ou des matériaux; toutefois, dans le cas d'une modification à une taxe particulièrement affectant le coût des matériaux incorporés ou à incorporer dans les travaux, et imposée par la Loi sur l'accise, la Loi sur la taxe d'accise, la Loi sur la sécurité de la vieillesse, la Loi sur les douanes et le tarif des douanes, et rendue publique après la date de présentation des soumissions, un ajustement convenable peut être fait.

20. Établissement des coûts

Aux fins des articles 11, 13(3), 15, 16 et 17(4), le montant payable à l'Entrepreneur sera, sous réserve des dispositions de l'article 26(2ii) ci-après, basé sur les prix unitaires, s'il en est, établis à la clause 4 de l'Offre et Entente. Si ces prix unitaires ne sont pas applicables, L'Architecte/Ingénieur et l'Entrepreneur pourront s'entendre sur le montant payable. S'il n'y a pas entente, le montant payable sera le montant des dépenses raisonnables justes payées ou légalement payables par l'Entrepreneur et directement attribuables aux travaux plus 10% de ces mêmes dépenses pour couvrir les frais généraux, y compris les frais de financement et d'intérêt, et le profit, tel que certifié par l'Architecte/Ingénieur.

21. Écriture à tenir par l'Entrepreneur

1. L'Entrepreneur devra tenir des écritures complètes concernant ses chiffres estimatifs et le coût réel des travaux ainsi que les appels d'offres, devis estimatifs, contrats, correspondance, factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant, les tenir à la disposition de la Commission ou de personnes agissant en son nom à des fins de vérification et d'inspection, leur permettre d'en prendre des copies et d'en faire des extraits et leur fournir tous les renseignements qu'ils peuvent, de temps à autre, exiger relativement à ces écritures.
2. En vertu du présent article, les écritures tenues par l'Entrepreneur devront être conservées intactes pendant une période de deux ans à compter de la date de la délivrance du Certificat définitif d'achèvement conformément à l'article 24 des Conditions générales ou jusqu'à l'expiration de toute autre période que la Commission peut fixer.
3. L'Entrepreneur doit obliger tous les sous-traitants et toutes les entreprises, sociétés et personnes qui contrôlent directement ou indirectement l'Entrepreneur à se conformer aux paragraphes 1 et 2 comme s'ils étaient l'Entrepreneur.

CONDITIONS GÉNÉRALES

22. Prolongation du délai

La Commission peut, à la demande de l'Entrepreneur faite avant le jour fixé pour l'achèvement des travaux, accorder une prolongation du délai d'exécution. L'Entrepreneur devra payer à la Commission de la capitale nationale un montant égal aux frais et dommages subis par la Commission de la capitale nationale en raison du retard dans l'achèvement des travaux, à moins que la Commission ne juge que ce retard est attribuable à des phénomènes indépendants de la volonté de l'Entrepreneur.

23. Déblaiement de l'emplacement

À l'achèvement des travaux, l'Entrepreneur déblaira et nettoiera les travaux et leur emplacement à la satisfaction et en conformité des directives de l'Architecte/Ingénieur.

24. Certificats de l'Architecte/Ingénieur

Le jour où les travaux seront achevés et où l'Entrepreneur se sera conformé au contrat et à tous les ordres et directives donnés en conformité du contrat à la satisfaction de l'Architecte/Ingénieur, celui-ci délivra à l'Entrepreneur un Certificat définitif d'achèvement. Dans le cas d'un contrat à prix unitaire, l'Architecte/Ingénieur délivra en même temps un Certificat définitif de mesure indiquant les quantités totales utilisées ou employées relativement aux classes et aux unités mentionnées au Tableau des prix unitaires et indiquant toutes les modifications apportées subséquemment à celui-ci, en vertu de la clause 4 de l'Offre et Entente, lequel certificat lie la Commission de la capitale nationale et l'Entrepreneur.

25. Rectification des défauts

Lorsque l'Entrepreneur recevra de l'Architecte/Ingénieur un avis lui enjoignant de rectifier à ses propres frais toute défectuosité et tout vice, quelle qu'en soit la cause, il le fera dans le délai spécifié dans l'avis en question, si la défectuosité ou le vice se manifeste dans les travaux dans les douze mois qui suivent la date du Certificat définitif d'achèvement.

26. Paiement

1. La Commission de la capitale nationale paiera, et l'Entrepreneur acceptera comme paiement total pour les travaux achevés et exécutés, un paiement par lequel le montant mentionné dans la clause 1 de l'Offre et Entente prises avec l'ensemble des montants payables par la Commission de la capitale nationale en vertu des articles 11, 13(3), 15(1), 16, et 19 dépasse l'ensemble de tous les paiements faits par la Commission de la capitale nationale en vertu de l'article 12 et de l'indemnisation et des montants payables à la Commission de la capitale nationale ou des frais et des dommages encourus par la Commission de la capitale nationale en vertu des articles 4, 5, 9, 13(3), 14, 15(2), 17(3), 19 et 22.

CONDITIONS GÉNÉRALES

2. Dans le cas d'un contrat à prix unitaire:
 - i) Le montant mentionné dans la clause 1 de l'Offre et Entente sera considéré comme étant le montant obtenu en additionnant les produits des prix unitaires énoncés dans la clause 4 de l'Offre et Entente tels que modifiés en vertu du sous-alinéa ii) ci-après, si applicable, et les quantités réelles des unités en question telles qu'énoncées dans le Certificat définitif en mesure de l'Architecte/Ingénieur, sous réserve de tout ajustement prévu au sous-alinéa (ii) du présent alinéa.
 - ii) L'Architecte/Ingénieur et l'Entrepreneur peuvent, en vertu d'une entente par écrit, ajouter au tableau des prix unitaires susmentionnés d'autres classes de main-d'oeuvre, etc., unités de mesure quantités estimatives et prix par unité, et ils peuvent si les quantités réelles énoncées dans le Certificat définitif de mesure susmentionnée sont de plus de 15% supérieures ou inférieures aux quantités estimatives relativement à tout article figurant au tableau des prix unitaires susmentionnés modifier les prix unitaires relatifs à ces articles figurant dans le tableau des prix unitaires, sous réserve que si les quantités réelles excèdent les quantités estimatives de plus de 15%, la modification précitée aux prix unitaires ne s'applique qu'aux quantités réelles excédant 115% des quantités estimatives. Lorsque l'Architecte/Ingénieur et l'Entrepreneur ne pourront s'entendre sur le montant de tout ajustement prévu dans le présent sous-alinéa, les prix unitaires modifiés ou nouveaux seront déterminés en conformité de l'article 20 ci-dessus.
3. Si le montant du contrat dépasse 5 000 \$, l'Entrepreneur aura le droit de recevoir des acomptes sur présentation de demandes d'acompte qui devront être approuvées par des rapports sur l'avancement des travaux publiés par l'Architecte/Ingénieur de mois en mois. Le montant d'un acompte à payer à l'Entrepreneur sera égal à 90% de la valeur des travaux que l'Architecte/Ingénieur certifie dans le rapport sur l'avancement des travaux comme ayant été achevé depuis la date de la dernière demande d'acompte, s'il en est. Lorsqu'un cautionnement de paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux a été fourni relativement au contrat, le montant à payer en vertu du présent alinéa sera égal à 95% de la valeur certifiée par l'Architecte/Ingénieur.
4. Soixante jours après que l'Architecte/Ingénieur aura émis un Certificat définitif d'achèvement, le montant décrit dans l'alinéa 1) du présent article moins l'ensemble des montants, s'il en est, payés en vertu de l'alinéa 3) du présent article, deviendra dû et payable à l'Entrepreneur.
5. Nonobstant les alinéas 3) et 4) du présent article, aucun paiement ne sera dû et payable à l'Entrepreneur s'il n'a pas fourni une Déclaration statutaire et vertu de l'article 12 et un cautionnement de garantie ou de dépôt de garantie en vertu de la clause 2 de l'Offre et Entente.

CONDITIONS GÉNÉRALES

6. Un paiement émis par la Commission de la capitale nationale en vertu du présent article ne saurait tenir lieu de preuve que les travaux sont achevés de manière satisfaisante ou en conformité du contrat.
7. Le retard de la Commission de la capitale nationale à effectuer un paiement aux termes du présent article ne saurait constituer une violation de contrat. Cependant, sous réserve de l'alinéa 5) du présent article, si le paiement d'une demande d'acompte en vertu de l'alinéa 3) du présent article n'est pas fait dans les 60 jours de la date de réception de la demande d'acompte de l'Entrepreneur, ce paiement sera considéré comme arriéré et l'Entrepreneur aura droit à des intérêts de 5% par année sur le montant arriéré, calculés pour la période commençant à la fin du quarante-quatrième jour suivant la réception de ladite demande d'acompte et se terminant le jour où le paiement est effectué.
8. La Commission de la capitale nationale peut déduire de tout montant payable ou dû par la Commission de la capitale nationale en vertu du présent contrat, le montant de toute dette due à la Commission de la capitale nationale en vertu du présent contrat ou de tout autre contrat conclu entre l'Entrepreneur et la Commission de la capitale nationale.

27. Assurance responsabilité

L'entrepreneur doit souscrire à ses frais et maintenir en vigueur pendant toute la durée du contrat une assurance de responsabilité civile générale désignant la Commission à titre de coassurée et couvrant les réclamations pour blessures corporelles (y compris le décès), dommages à la propriété et responsabilité civile découlant de tout accident ou événement lié à l'exécution du contrat et protégeant la Commission pour un montant d'au moins cinq millions de dollars (5 000 000 \$) par événement. Il ne doit pas y avoir de droit de subrogation de l'entrepreneur ou de l'assureur et la police d'assurance doit renfermer une clause de divisibilité d'intérêts. L'entrepreneur doit remettre une copie du certificat d'assurance à la Commission dans les cinq jours suivant l'attribution du contrat. La Commission a le droit d'annuler le contrat si elle ne reçoit pas ce certificat, auquel cas le contrat sera nul et non avenue.

28. Indemnisation des travailleurs

Il incombera aux entrepreneurs en construction dont les services seront retenus, avant l'adjudication du contrat, de prouver leur conformité aux lois régissant l'indemnisation des accidentés du travail en vigueur là où les travaux seront exécutés, y compris du versement des paiements afférents. Chaque entrepreneur en construction dont les services seront retenus pour le projet devra avoir fourni ces preuves de conformité lorsqu'il présentera sa première réclamation proportionnelle, lorsque sera constatée l'exécution substantielle des travaux, et avant la délivrance du certificat d'achèvement des travaux.

Exigences en matière de santé et de sécurité du travail**1. Renseignements généraux**

- 1.1 Dans le présent contrat, « SST » signifie « santé et sécurité du travail ».
- 1.2 Relativement au travail devant être exécuté en vertu du contrat, l'entrepreneur convient et accepte d'exécuter un travail équivalent ou supérieur aux normes des pratiques exemplaires prévalant dans l'industrie de la construction en date courante et de faire observer lesdites normes.
- 1.3 L'entrepreneur reconnaît que, dans la mesure où les sujets suivants peuvent être affectés par la réalisation des travaux, il est responsable de :
- 1.3.1 la santé et la sécurité des personnes sur le site;
 - 1.3.2 la sécurité des biens meubles sur le site;
 - 1.3.3 la protection des personnes sur les lieux adjacents au site;
 - 1.3.4 la protection de l'environnement.
- 1.4 Sans restreindre la portée de la section 1.3, l'entrepreneur reconnaît qu'il est tenu, convient et accepte de se conformer à l'ensemble des lois et règlements applicables à la réalisation des travaux, incluant sans s'y limiter:
- (a) les dispositions de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de l'Ontario et tous les règlements, politiques ou directives connexes émis en vertu de ladite loi pour les travaux exécutés en Ontario;
 - (b) la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* du Québec et tous les règlements, politiques ou directives connexes émis en vertu de ladite loi pour les travaux exécutés au Québec;
 - (c) les dispositions applicables du *Code canadien du travail, partie II*;
 - (d) les lois sur les normes du travail dans la ou les provinces où toute partie du travail est accomplie;
 - (e) toute politique ou directive émise par la CCN relativement à l'objet du contrat.

La CCN s'engage à transmettre par écrit à l'entrepreneur toutes les politiques et directives dont il est fait mention à l'alinéa (e) ci-haut au plus tard lors de la réunion préalable à la construction. L'entrepreneur est tenu de veiller à ce que toutes les politiques et directives soient communiqués à ses employés, et que les employés en ont pris connaissance et acceptent de s'y conformer. La CCN se réserve le droit d'exiger que l'entrepreneur soit tenu de faire preuve qu'il s'est acquitté de ces responsabilités à la satisfaction raisonnable de la CCN.

- 1.5 En signant un contrat avec la CCN, l'entrepreneur déclare et atteste à la CCN qu'il a pris connaissance et qu'il est au courant des obligations imposées par les mesures législatives dont il est question dans la section 1.4. ci-dessus.
- 1.6 Aux fins des mesures législatives provinciales pertinentes en matière de SST, l'entrepreneur reconnaît et accepte qu'il est le « constructeur » ou le « maître d'oeuvre », et il accepte d'assumer toute responsabilité relative à l'exécution des engagements du « constructeur » ou du « maître d'oeuvre » en ce qui concerne les travaux prévus par le contrat. En cas de différend entre

l'entrepreneur et la CCN, indépendamment de toute décision d'une autorité compétente que la CCN est effectivement le « constructeur » ou le « maître d'oeuvre », l'entrepreneur reconnaît et accepte qu'il est responsable du financement de la mise en œuvre des mesures de protection requises pour se conformer aux exigences imposées au « constructeur » ou le « maître d'oeuvre ».

- 1.7 En ce qui concerne la CCN et l'entrepreneur, la décision de la CCN à savoir si l'entrepreneur s'acquitte de ses engagements en matière de SST est finale. Sans préjudice de la portée générale des dispositions précédentes, advenant tout différend relativement aux directives fournies par le représentant désigné de la CCN, l'entrepreneur peut signaler le différend en question, mais il doit tout de même se conformer aux directives fournies.
- 1.8 Par la présente, l'entrepreneur dégage la CCN, ses agents et ses employés de toute responsabilité et s'engage à l'indemniser de tous et toutes réclamations, demandes, pertes, dépenses (y compris les honoraires juridiques sur une base d'indemnisation totale), dommages et actions en justice, poursuites ou procédures (ci-après nommés les « réclamations ») réclamés ou engagés par des tierces parties à la suite d'erreurs ou d'omissions commises par l'entrepreneur dans l'exécution du contrat. Sans préjudice de la portée générale des dispositions précédentes, cette garantie s'applique à toute réclamation relative à la violation de toute loi ou de tout règlement en matière de SST.
- 1.9 La CCN doit fournir à l'entrepreneur :
 - 1.9.1 une description écrite des risques connus et prévisibles que présente pour la santé et la sécurité de chaque employé en raison de la nature du site;
 - 1.9.2 une liste du matériel, de l'équipement, des dispositifs et des vêtements de protection requis en raison de la nature particulière du site;
 - 1.9.3 une description écrite des circonstances particulières exigeant l'utilisation du matériel, de l'équipement, des dispositifs et des vêtements de protection exigés en vertu de l'alinéa 1.9.2, et la manière dont ils doivent être utilisés;
 - 1.9.4 un exemplaire de tout énoncé de politique ou procédure de la CCN ayant trait aux travaux et au site.
- 1.10 Sans préjudice de la portée générale du paragraphe 1.9, l'entrepreneur doit, avant d'entreprendre les travaux et à ses propres frais :
 - 1.10.1 prendre toutes les précautions raisonnables pour informer toutes les personnes employées pour réaliser les travaux ou ayant accès au site des risques que présente pour la santé et la sécurité le site, en vertu l'alinéa 1.9.1;
 - 1.10.2 fournir à toutes les personnes employées pour réaliser les travaux ou ayant accès au site le matériel, l'équipement, les dispositifs et les vêtements de protection requis en vertu de l'alinéa 1.9.2;
 - 1.10.3 prendre toutes les précautions raisonnables pour informer toutes les personnes employées pour réaliser les travaux ou ayant accès au site des modes d'usage du matériel, de l'équipement, des dispositifs et des vêtements de protection requis en raison de la nature particulière du site, en vertu de l'alinéa 1.9.2, ainsi que des circonstances particulières exigeant leur utilisation;
 - 1.10.4 prendre toutes les précautions raisonnables pour informer toutes les personnes employées pour réaliser les travaux ou ayant accès au site des politiques et procédures dont il est mention à l'alinéa 1.9.4.

2. Compétences du personnel

- 2.1 En concluant le présent accord, l'entrepreneur déclare et atteste qu'il possède l'expérience, la formation, les titres de compétence et l'équipement requis permettant de se conformer aux exigences énumérées aux paragraphes 1.3, 1.4, 1.5 et 1.6 ci-haut.
- 2.2 L'entrepreneur déclare et atteste que le personnel de supervision embauché par l'entrepreneur dans le cadre de l'exécution de toute partie des travaux possède l'expérience, l'autorité, la formation, les titres de compétences et l'équipement requis pour veiller au respect des exigences énumérées aux paragraphes 1.3, 1.4, 1.5 et 1.6 ci-haut. De plus, l'entrepreneur convient et accepte de fournir les pièces justificatives qui peuvent être requises de temps à autre par la CCN afin de vérifier les compétences de ce personnel.

3. Attestation

- 3.1 Après avoir été avisé que sa soumission a été retenue, avant que soit attribué le contrat et comme condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur convient et accepte de fournir une attestation de paiement de la Commission des accidents du travail. Lorsque la durée du projet est supérieure à soixante jours, l'entrepreneur convient et accepte de fournir des certificats à jour au moins tous les soixante jours. Si l'entrepreneur ne fournit pas de certificats à jour, la CCN peut immédiatement résilier le contrat sans préavis et sans contracter d'obligation à l'égard de l'entrepreneur.
- 3.2 Après avoir été avisé que sa soumission a été retenue, avant que soit attribué le contrat et comme condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur convient et accepte de fournir des données antérieures sur les lésions subies par son personnel, y compris tous les rapports d'incidents de la Commission des accidents du travail. Ces données doivent présenter l'information relative aux trois années précédentes.

4. Plans, politiques et procédures

- 4.1 Après avoir été avisé que sa soumission a été retenue, avant que soit attribué le contrat et comme condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur convient et accepte de soumettre les documents ci-dessous à l'examen et l'approbation de la CCN :
- (a) un exemplaire de la politique de l'entrepreneur en matière de SST;
 - (b) un programme et un plan de sécurité spécifique au travail qui doit être exécuté conformément au contrat, lequel plan doit comprendre une évaluation et une analyse des risques, une description des méthodes de travail sécuritaires, les protocoles de déclaration des incidents et des lésions, des rapports périodiques sur la conformité aux obligations en matière de SST, y compris toute politique, pratique ou procédure, sauf disposition différente dans la présente, ainsi qu'un plan d'intervention en cas d'urgence spécifique au site;
 - (c) des dossiers sur la formation en SST de membres du personnel et de leurs remplaçants responsables des questions de SST.

L'entrepreneur convient et accepte de soumettre les fiches signalétiques requises à l'examen et l'approbation de la CCN, et ce avant de se présenter au site pour réaliser les travaux auxquels se rapportent les fiches signalétiques.

L'approbation de la CCN ne modifie pas les dispositions du contrat relativement à l'imputation de la responsabilité d'exécution ou de la non-exécution des engagements en matière de SST. Malgré ladite approbation, l'entrepreneur doit respecter ses engagements.

- 4.2 L'entrepreneur convient et accepte qu'avant d'entreprendre les travaux, il doit assister à une séance d'information préalable à la construction au cours de laquelle on doit établir toutes les pratiques et les procédures qui doivent être respectés dans l'exécution du travail. Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 1.4(e) ci-dessus, les représentants de l'entrepreneur qui assistent à la séance d'information sont tenus de fournir une attestation écrite dans laquelle ils affirment que les pratiques et procédés exposés dans la séance d'information ont été bien compris et seront respectés.
- 4.3 En tout temps et lorsqu'il y a lieu pendant l'exécution des travaux, la CCN est autorisée à vérifier la manière dont l'entrepreneur exécute ses engagements en matière de SST et à déterminer s'il se conforme aux dispositions du projet ou aux politiques, pratiques et procédures en matière de SST. Si la vérification met à jour tout manquement de la part de l'entrepreneur dans l'exécution desdits engagements en matière de SST, la CCN est autorisée à corriger immédiatement lesdites lacunes aux frais de l'entrepreneur, et elle se réserve le droit de résilier immédiatement le contrat sans préavis et sans contracter d'obligation à l'égard de l'entrepreneur.
- 4.4 L'entrepreneur convient et accepte de se conformer à toutes les exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail.
- 4.5 L'entrepreneur reconnaît et accepte que lorsque requis par toute loi et tout règlement s'appliquant à la réalisation des travaux, il doit établir et maintenir un comité de santé et de sécurité au travail pour le projet. L'entrepreneur reconnaît et accepte également qu'il doit permettre à des membres du personnel d'assister à toutes les réunions pertinentes sur la sécurité et que les coûts engagés pour ce faire, y compris les coûts attribuables à la suspension des activités, sont inclus dans le prix de la soumission et ne peuvent pas être récupérés par d'autres moyens.
- 4.6 Lorsque le régime de réglementation provincial pertinent l'exige, l'entrepreneur reconnaît et accepte qu'il est tenu de présenter un avis de projet à l'organisme de réglementation pertinent et qu'il est tenu d'exécuter toute autre tâche administrative requise pour répondre aux engagements imposés dans le régime de réglementation provincial pertinent.
- 4.7 **(Facultatif selon les dangers ou la portée du projet).** L'entrepreneur convient et accepte qu'il doit embaucher et affecter au travail un professionnel en SST compétent et autorisé à titre de coordonnateur de la santé et la sécurité, lequel doit:
 - (a) avoir une expérience pratique minimale de deux (2) ans en milieu de travail et spécifique aux activités associées à (indiquer le sujet spécifique);
 - (b) avoir une connaissance pratique de base des règlements spécifiés en matière de SST,
 - (c) veiller à ce qu'une formation en SST soit suivie et qu'il soit interdit à tout membre du personnel qui n'a pas reçu la formation requise d'avoir accès au lieu de travail pour exécuter les travaux requis;
 - (d) prendre en charge la mise en œuvre, l'application quotidienne et le suivi du plan de SST spécifique au lieu de travail;
 - (e) être sur place pendant l'exécution du travail.

Les parties acceptent qu'au lieu d'embaucher un professionnel en SST, l'entrepreneur pourra confier ces services à un sous-traitant.
- 4.8 Une fois les travaux terminés, l'entrepreneur convient et accepte de participer avec la CCN à une entrevue de rendement « après les travaux » afin d'évaluer le rendement de l'entrepreneur relativement aux engagements en matière de SST en vertu du contrat. Sans préjudice de la portée

générale des dispositions précédentes, l'entrevue déterminera les secteurs de conformité et de non-conformité à propos des questions suivantes :

- (a) l'efficacité du travail effectué;
- (b) les exigences en matière de déclaration et les modalités d'application;
- (c) la correction des lacunes.

L'entrepreneur reconnaît et accepte que les résultats de l'entrevue « après les travaux » pourront être utilisés par la CCN pour évaluer les soumissions futures présentées par l'entrepreneur en vue d'autres projets de la CCN.

EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Exigences relatives à la sécurité

La CCN respecte la *Politique sur la sécurité du gouvernement* du Conseil du Trésor et, par conséquent, elle exigera que les employés de l'Entrepreneur se soumettent à une enquête de sécurité sur le personnel (Formulaire d'autorisation de sécurité SCT/TBS 330-60F). La CCN pourrait aussi procéder à une enquête de crédit lorsque les fonctions ou les tâches à exécuter l'exigent ou si un casier judiciaire contient une accusation ou une infraction de nature financière.

La CCN se réserve le droit de ne pas octroyer le Contrat tant que les employés clés de l'Entrepreneur n'ont pas obtenu la cote de sécurité requise telle que définie par la sécurité de l'entreprise de la CCN. Dans le cas présent, le niveau de sécurité requis sera **Fiabilité / Accès au site**.

La CCN se réserve aussi le droit de demander que l'Entrepreneur se soumette à une Vérification d'organisme désigné et/ou à une attestation de sécurité d'installations – selon la nature de l'information qui lui sera confiée. Dans le cas où l'Entrepreneur ne satisfait pas aux exigences d'obtention de la cote de sécurité requise, l'Entrepreneur devra prendre les mesures correctives recommandées par la direction de la sécurité industrielle canadienne (de TPSGC) ou par la sécurité de l'entreprise de la CCN afin de satisfaire à ces exigences. S'il n'est pas possible de prendre des mesures correctives ou si l'Entrepreneur ne prend pas les mesures recommandées, alors l'Entrepreneur sera en défaut de ses obligations en vertu du présent Contrat et la CCN pourra se prévaloir des droits et recours énumérés à la clause 2.14, incluant le droit de résilier le Contrat sans autre avis à l'Entrepreneur.

Informations supplémentaires

Dans le cadre de l'enquête de sécurité sur le personnel, les individus pourraient-être tenus de fournir une preuve de leur statut de citoyen canadien ou de résident permanent ainsi que toute autre information/documentation exigée par la sécurité de l'entreprise de la CCN pour compléter l'enquête de sécurité.

La CCN se réserve le droit de refuser l'accès aux employés qui ne réussissent pas à obtenir la cote de sécurité requise.

La CCN se réserve le droit d'imposer des mesures de sécurité supplémentaires dans le cadre du présent Contrat si le besoin s'en fait sentir.

Représentant de l'entreprise en matière de sécurité

L'Entrepreneur devra désigner un représentant de l'entreprise en matière de sécurité ainsi qu'un suppléant (pour les entreprises qui ont plus de cinq employés).

Les critères de sélection du représentant et de son suppléant sont les suivants :

EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

- Ils doivent être des employés de l'Entrepreneur.
- Ils doivent posséder une cote de sécurité (la CCN traitera les cotes de sécurité une fois les individus désignés).

Responsabilités du représentant de l'entreprise en matière de sécurité

Les responsabilités du représentant sont les suivantes :

- Assurer la liaison entre la sécurité de l'entreprise de la CCN et l'Entrepreneur pour garantir une bonne coordination.
- En collaboration avec la sécurité de l'entreprise de la CCN, identifier les employés de l'Entrepreneur qui auront besoin d'accéder aux biens et sites de la CCN ou à de l'information détenue par la CCN **ainsi que tous les sous-traitants récurrents** (et leurs employés) qui auront besoin d'un accès similaire et ne pourront peut-être pas être supervisés par l'Entrepreneur en tout temps durant les périodes d'accès. S'assurer que la documentation de l'enquête de sécurité sur le personnel soit exacte et complète lorsque soumise à la sécurité de l'entreprise de la CCN, pour les employés et les sous-traitants identifiés.
- S'assurer que les employés et/ou les sous-traitants, après avoir été informés de l'obtention de leur cote de fiabilité, signent le certificat d'enquête de sécurité et profil de sécurité et les remettent à la sécurité de l'entreprise de la CCN.
- S'assurer que seules les personnes qui ont fait l'objet d'une enquête de sécurité au niveau approprié et qui obéissent au principe du besoin de savoir, auront accès aux informations et aux biens.
- Maintenir une liste à jour des employés et/ou des sous-traitants qui ont fait l'objet d'une enquête de sécurité.
- S'assurer de la bonne sauvegarde de tous les biens et informations, y compris tout bien ou information confié aux sous-traitants.
- Si l'on constate un manquement à la sécurité ou suspecte une infraction à la sécurité, préparer et soumettre un rapport d'événement à la CCN aussi tôt que possible.

SUPPLIER – DIRECT PAYMENT AND TAX INFORMATION FORM

FOURNISSEUR – FORMULAIRE DE PAIEMENT DIRECT ET RENSEIGNEMENTS POUR FINS D'IMPÔT

PART 'A' – IDENTIFICATION / PARTIE 'A' – IDENTIFICATION

Legal name of entity or individual / Nom légal de l'entité ou du particulier	Operating name of entity or individual (if different from Legal Name) / Nom commercial de l'entité ou du particulier (s'il diffère du nom légal)	
Former Public Servant in receipt of a PSSA Pension / Ancien fonctionnaire qui reçoit une pension en vertu de la LPFP		<input type="checkbox"/> Yes / Oui <input type="checkbox"/> No / Non
An entity, incorporated or sole proprietorship, which was created by a Former Public Servant in receipt of a PSSA pension or a partnership made of former public servants in receipt of PSSA pension or where the affected individual has a controlling or major interest in the entity. / Une entité, constituée en société ou à propriétaire unique, créée par un ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, ou un partenariat formé d'anciens fonctionnaires touchant une pension en vertu de la LPFP, ou les entités dans lesquelles ils détiennent le contrôle ou un intérêt majoritaire.		<input type="checkbox"/> Yes / Oui <input type="checkbox"/> No / Non
Address / Adresse	Telephone no. / No. de ☐ telephone :	Fax no. / No. De télécopieur :
Postal code / Code postal	()	()

PART 'B' – STATUS OF SUPPLIER / PARTIE 'B' – STATUT DU FOURNISSEUR

(1) Sole proprietor / Propriétaire unique	<input type="checkbox"/>	If sole proprietor, provide / Si propriétaire unique, indiquez :	Last Name / Nom de famille	First name / Prénom	Initial / Initiale
(2) Partnership / Société de personnes	<input type="checkbox"/>	SIN – mandatory for (1) & (2) / NAS – obligatoire pour (1) & (2)	Corporation / Société	Business No. (BN) / No de l'entreprise (NE)	
GST/HST / TPS et de TVH			QST / TVQ (Québec)		
Number / Numéro :			Number / Numéro :		
Not registered / non inscrit <input type="checkbox"/>			Not registered / non inscrit <input type="checkbox"/>		
Type of contract / Genre de contrat					
Contract for services only / Contrat de services seulement		<input type="checkbox"/>	Contract for mixed goods & services / Contrat de biens et services		<input type="checkbox"/>
			Contract for goods only / Contrat de biens seulement		<input type="checkbox"/>
Type of goods and/or services offered / Genre de biens et/ou services rendus :					

PART 'C' – FINANCIAL INSTITUTION / PARTIE 'C' – RENSEIGNEMENTS SUR L'INSTITUTION FINANCIÈRE

Please send a void cheque with this form / Veuillez, s.v.p., envoyer un spécimen de chèque avec ce formulaire

Branch number / No de la succursale	Institution no. / No de l'institution :	Account no. / No de compte :
Institution name / Nom de l'institution :	Address / Adresse :	
Postal Code / Code postal :		

PART 'D' – PAYMENT NOTIFICATION / PARTIE 'D' – AVIS DE PAIEMENT

E-mail address / Adresse courriel :

PART 'E' – CERTIFICATION / PARTIE 'E' – CERTIFICATION

I certify that I have examined the information provided above and it is correct and complete, and fully discloses the identification of this supplier. Where the supplier identified on this form completes part C, he hereby requests and authorizes the National Capital Commission to directly deposit into the bank account identified in part C, all amounts payable to the supplier.	Je déclare avoir examiné les renseignements susmentionnés et j'atteste qu'ils sont exacts et constituent une description complète, claire et véridique de l'identité de ce fournisseur. Lorsque le fournisseur indiqué sur ce formulaire remplit la partie C, par la présente il demande et autorise la Commission de la capitale nationale à déposer directement dans le compte bancaire indiqué à la partie C, tous les montants qui lui sont dus.		
Name of authorized person / Nom de la personne autorisée	Title / Titre	Signature	Date
Telephone number of contact person / Numéro de téléphone de la personne ressource : ()			

IMPORTANT

Please fill in and return to the National Capital Commission with one of your business cheque unsigned and marked « VOID » (for verification purposes).

Veillez remplir ce formulaire et le retourner à la Commission de la capitale nationale avec un spécimen de chèque de votre entreprise non signé et portant la mention « ANNULÉ » (à des fins de vérification).

Mail or fax to : Procurement Assistant, Procurement Services
National Capital Commission
202-40 Elgin Street
Ottawa, ON K1P 1C7 Fax : (613) 239-5007

Poster ou télécopier à : Assistant à l'approvisionnement
Services de l'approvisionnement
Commission de la capitale nationale
40, rue Elgin, pièce 202
Ottawa (Ontario) K1P 1C7 Télécopieur : (613) 239-5007

**SUPPLIER – DIRECT PAYMENT AND TAX
INFORMATION FORM**

**FOURNISSEUR – FORMULAIRE DE PAIEMENT DIRECT
ET RENSEIGNEMENTS AUX FINS D'IMPÔT**

Supplier Tax Information

Pursuant to paragraph 221(1) (d) of the Income Tax Act, NCC must declare form T-1204, contractual payments of government for services, all payments made to suppliers during the calendar year in accordance to related service contracts (including contracts for mixed goods and services).

The paragraph 237(1) of the Income Tax Act and the article 235 of the Income Tax Regulations require the supplier to provide all necessary information below to the organization who prepares the fiscal information forms.

Questions : Marcel Sanscartier, Manager, Accounts Payable and Receivable – (613) 239-5241.

Direct payment information

All amounts payable by NCC to the supplier will be deposited directly into the account you identified in part C. A NCC payment advice notice will also be sent to you by e-mail detailing the particularities of the payment.

Until we process your completed form, we will still pay you by check.

You must notify the NCC of any changes to your financial institution, branch or account number. You will then have to complete a new form.

The account you identified has to hold Canadian funds at a financial institution in Canada.

The advantages of direct payment

Direct payment is a convenient, dependable and timesaving way to receive your invoice payment. Direct payment is completely confidential.

There is less risk of direct payment being lost, stolen, or damaged as may happen with cheques.

Funds made by direct payment will be available in your bank account on the same day that we would have mailed your cheque.

Renseignements sur les fournisseurs aux fins d'impôt

En vertu de l'alinéa 221(1) (d) de la Loi de l'impôt sur le revenu, la CCN est tenu de déclarer, à l'aide du formulaire T-1204, Paiements contractuels de services du gouvernement, tous paiements versés aux fournisseurs pendant une année civile en vertu de marchés de services pertinents (y compris les marchés composés à la fois de biens et de services).

Le paragraphe 237 (1) de la Loi de l'impôt sur le revenu et l'article 235 du Règlement de l'impôt sur le revenu obligent les fournisseurs à fournir toutes les informations demandées ci-dessous à l'organisme qui prépare les formulaires de renseignements fiscaux.

Questions : Marcel Sanscartier, Gestionnaire, comptes fournisseurs et comptes clients – (613) 239-5241.

Renseignements sur le paiement direct

Tous les montants versés par la CCN au fournisseur seront déposés directement dans le compte identifié à la partie C. Un avis de paiement de la CCN détaillant les particularités du paiement vous sera envoyé par courriel.

Nous continuerons à vous payer par chèque jusqu'à ce que nous ayons traité votre formulaire.

Vous devez aviser la CCN de tout changement d'institution financière, de succursale ou de numéro de compte. Vous devrez donc remplir un nouveau formulaire.

Le compte que vous désignez doit être un compte en monnaie canadienne, détenu dans une institution financière au Canada.

Avantages du paiement direct

Le paiement direct est une méthode pratique, fiable, qui permet de gagner du temps dans la réception de vos paiements de factures. Le paiement direct est entièrement confidentiel.

Avec les paiements direct, il y a moins de risques de perte, de vol ou de dommage, comme cela peut se produire dans le cas des chèques.

Les paiements effectués par paiement direct sont versés dans votre compte le jour même où nous aurions posté votre chèque.